



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 AOUT 1917.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 4TH AUGUST, 1917.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT:

PROCLAMATION.

E. LORTIE,
Assistant-Procureur-
Général suppléant. } **A**T TENDU que le se-
crétaire des com-
missaires dûment nom-
més pour les fins du chapitre premier du titre neuf
des Statuts refondus de la province de Québec, 1909,
dans et pour le diocèse catholique romain de Qué-
bec, dans Notre province de Québec, tel que canoni-
quement reconnu et érigé par les autorités
ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts,
transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre
dite province de Québec, son certificat consta-
tant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

E. LORTIE,
Acting Deputy
Attorney General. } **W**HEREAS the secretary
to the duly appointed
Commissioners for the pur-
poses of chapter first of title nine of the Revised
Statutes of the province of Quebec, 1909, in and for
the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our
Province of Quebec, canonically acknowledged and
erected by the Ecclesiastical authorities, has, under
the authority of the said Statutes transmitted to
the Lieutenant-Governor of Our said Province of
Quebec, his certificate establishing that no op-
position has been made to the civil recognition

opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils ont cru le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Pamphile, dans le comté de l'Islet, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire à être érigé en paroisse, dans le comté de l'Islet, sous le nom de "paroisse de Saint-Pamphile", est formé du canton Dionne et d'une partie du canton Casgrain, et ses bornes sont les suivantes :

Au nord-ouest, les cantons Garneau et Lafontaine ;

Au sud-est, la ligne internationale séparant l'Etat du Maine dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord de la province de Québec, et la ligne frontale des lots numéros vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente (26, 27, 28, 29, 30) du quatrième rang du canton Casgrain :

Au sud-ouest, la ligne de division entre les lots numéros trente et trente-un (30 et 31) de chacun des premier, deuxième et troisième rangs du canton Casgrain, et celle séparant le lot numéro vingt-cinq (25) du lot numéro vingt-six (26) dans chacun des quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième rangs du même canton.

Le territoire renfermé dans les bornes sus-données, comme devant former la paroisse de Saint-Pamphile, dans le comté de l'Islet, occupe une étendue de soixante-quatre mille (64,000) acres, plus ou moins, en superficie.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Pamphile ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Pamphile, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUEBEC, ce VINGT-SEPTIEME jour du mois de JUILLET, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le huitième.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

3601

Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà

P. E. LEBLANC.

of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Pamphile, in the county of L'Islet, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, to be as follows, that is to say:

The territory to be erected into a parish, in the County of L'Islet, under the name of "Parish of Saint-Pamphile" is made up of the township of Dionne and of a portion of the township of Casgrain, with the following boundaries:

Towards the north west, the townships of Garneau and Lafontaine;

Towards the south east, the international boundary line between the state of Maine, one of the United States of America and the Province of Quebec, and the front line of the lots numbers twenty six, twenty seven, twenty eight, twenty nine and thirty (26, 27, 28, 29 and 30) of the fourth range of the township of Casgrain.

Towards the south west, the division line between the lots numbers thirty and thirty one (30 and 31) of each of the first, second and third ranges of the township of Casgrain and that separating the lot number twenty five (25) from the lot number twenty six (26) in each of the fourth, fifth, sixth, seventh and eighth ranges of same township.

The territory contained within the above described boundaries which is to make up the parish of Saint Pamphile, in the county of L'Islet, is of sixty four thousand (64,000) acres more or less, in superficial area.

NOW KNOW KE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Pamphile, aforesaid;

And We have erected and declared and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Pamphile, to be a parish for all civic purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed, WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY SEVENTH day of the month of JULY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventeen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

3602

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas,

P. E. LEBLANC

des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que dans
Assistant-Procureur- } et par un Acte du
Général. } Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent, il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Montcalm, dans le district de Montcalm, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Nantel".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre-Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un canton sous le nom de canton "Nantel", cette étendue de Nos terres incultes sise et située dans le dit comté de Montcalm, dans le dit district de Montcalm, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'honorable Ministre des Terres et Forêts dans Notre dite province de Québec, fait au lieutenant-gouverneur de notre dite Province, savoir :

Le territoire à être érigé en canton, dans le comté de Montcalm, sous le nom de "le canton Nantel", est borné au nord-ouest par le canton Lynch, au sud-est par le canton Rolland, au nord-est par le canton Jamet (projeté), et au sud-ouest par le canton Marchand; ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Partant du coin est du canton Lynch, qui est aussi le coin sud du canton Viel (projeté), le coin ouest du canton Jamet (projeté) et le coin nord dudit canton Nantel, une distance de quatre cent deux chaînes quatre-vingt-dix-huit chaînons, (402.98) mesurée sur la limite nord-est de ce dernier canton, dans la direction sud quarante-cinq degrés est (S. 45o. E.) astronomique, ou environ, tel que déjà établi sur le terrain par l'arpenteur J.-H. Leclair en 1897, puis suivant la course nord quarante-cinq degrés est (N. 45o. E.) astronomique, une longueur de quinze (15) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la ligne d'exploration Carolus Laurier en 1871 ; de là, cette ligne, suivant la direction sud quarante-cinq degrés est (S. 45o. E.) astronomique, ou environ,—telle que tirée sur le terrain, sur une distance de trois cent trente-quatre (334) chaînes, plus ou moins, jusqu'au coin nord du canton Rolland, à environ vingt-neuf chaînes trente-huit chaînons (29.38) au nord-ouest de la ligne d'exploration Quinn en 1870; de ce coin, qui fait aussi le coin est dudit canton Nantel, la limite nord-ouest du canton Rolland susdit, longue de huit cent quarante-neuf chaînes vingt chaînons (849.20), plus ou moins, et menée sur la course sud quarante-cinq degrés ouest (S. 45o O.) astronomique, ou environ, telle que tirée sur le terrain, comme ligne d'exploration

KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and by
Deputy-Attorney- } an act of the Parlia-
General. } ment of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intituled : "An Act for the Union of Canada, Nova-Scotia and New-Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith", it is amongst other things enacted, that "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which Townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof ;" And Whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the County of Montcalm, in the district of Montcalm, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township "Nantel".

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township "Nantel", that certain tract of our waste lands situate and being in the said County of Montcalm, in the said district of Montcalm, in our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The territory to be erected into a township in the County of Montcalm, under the name of "the township of Nantel" is bounded on the north west by the township of Lynch, on the south east by the township of Rolland, on the north east by the township of Jamet (proposed), and on the south west by the township of Marchand; the boundaries thereof are described as follows, to wit :

Commencing at the eastern corner of the township of Lynch, which is also the southern corner of the township of Viel (projected), the western corner of the township of Jamet (projected) and the northern corner of said township of Nantel, a distance of four hundred and two chains ninety eight links (402.98 chs.), measured along the north eastern limit of the latter township, running south forty five degrees east (S. 45o E.) astronomically, or thereabouts, as already established on the ground by land surveyor J.-H. Leclair in 1897, then along a course north forty five degrees east (N. 45o E.) astronomically, a distance of fifteen (15) chains, more or less, to Carolus Laurier's exploration line in 1871; thence, this line, running south forty five degrees east (S. 45o E.) astronomically, or thereabouts, as drawn on the ground for a distance of three hundred and thirty four (334) chains, more or less, to the northern corner of the township of Rolland, at about twenty nine chains and thirty eight links (29.38 chs.) distant north west of the Quinn's exploration line in 1870 ; from this corner, which is also the eastern corner of said township of Nantel, the north western limit of the township of Rolland aforesaid, eight hundred and forty nine chains and twenty links (849.20 chs.) long, more or less, and running south forty five degrees

par l'arpenteur Carolus Laurier en 1871, jusqu'à la limite nord-est du canton Marchand, au coin ouest du canton Rolland; de ce coin, qui est aussi le coin sud du canton Nantel, la susdite limite nord-est, dont la direction est nord quarante-cinq degrés ouest (N. 45o. O.) astronomique ou environ, tel qu'établi sur le terrain sur une longueur de sept cent trente-six chaînes huit chaînons (736.08) plus ou moins, jusqu'au coin sud du canton Lynch, tombant dans un lac appelé "lac Chaud"; de ce coin qui fait aussi le coin ouest dudit canton Nantel, la limite sud-est du canton Lynch, suivant la course nord quarante-cinq degrés est (N. 45o E.) astronomique, ou environ, tel que déjà établi sur le terrain, longue de huit cent trente-huit chaînes quatre-vingt-huit chaînons (838.88), plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Le canton Nantel, tel que ci-dessus délimité, renferme une étendue de soixante-deux mille (62,000) acres, plus ou moins, en superficie, tel que le tout appert du diagramme ou plan dudit territoire annexé audit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le vingtième jour du mois d'août prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter dudit vingtième jour du mois d'août prochain, un canton sous le nom du canton "Nantel" à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant ladite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Nantel" comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUEBEC, ce VINGT SIXIEME jour du mois de JUILLET, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le huitième.

Par ordre,

C.-J. SIMARD.

Sous-secrétaire de la provin e.

3603

west (S. 45o W.) astronomically, or thereabouts as drawn on the ground, as exploration line by and surveyor Carolus Laurier, in 1871, to the northeastern limit of the township of Marchand, to the west corner of the township of Rolland from this corner, which is also the southern corner of the township of Nantel, the aforesaid northeastern limit running north forty five degrees west (N. 45o W.) astronomically, or thereabouts, as established on the ground, and seven hundred and thirty six chains, eight links (736.08 chs.) long, more or less, to the southern corner of the township of Lynch, falling into a lake called "Lake Chaud", from this corner which is also the western corner of said township of Nantel, the southeastern limit of the township of Lynch, running north forty five-degrees east (N. 45o E.) astronomically or thereabouts, as already established on the ground and eight hundred and thirty eight chains eighty eight links (838.88 chs.) long, more or less, to the point of commencement.

The township of Nantel as hereabove bounded is of sixty two thousand (62,000) acres, more or less, in superficial area, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the twentieth day of the month of August next, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land, so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on, from and after the said twentieth day of the month of August next, a township by the name of the township Nantel, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township "Nantel".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY SIXTH day of the month of JULY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventeen, and in the eight year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3604

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,) **A**TTENDU qu'en Assistant-Procureur-Général,) vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de St-Mathieu de Belœil, comté de Verchères, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, sous le nom de Village de McMasterville;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de McMasterville.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit:

Le territoire à être érigé en municipalité distincte sous le nom de "Village de McMasterville", dans le comté de Verchères, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, et son territoire est borné comme suit, savoir:

Vers le nord, par l'alignement sud du chemin de fer "Le Grand Tronc"; vers le Nord-Est par l'axe d'une route appelée "Montée des

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,) **W**HEREAS in and Assistant-Attorney-General,) by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division, or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of St. Mathieu de Belœil, county of Verchères, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality, under the name of Village of McMasterville;

WHEREAS it hath been shewn to Us that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents.

WHEREAS it has also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence, We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the Village of McMasterville.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All the territory bounded as follows:

The territory to be erected into a separate municipality under the name of "Village of McMasterville", in the county of Verchères, is detached from the municipality of the parish of Saint-Mathieu-de-Belœil, and its territory is bounded as follows, to wit:

On the north by the south line of the "Grand Trunk Railway", on the northeast by the axis of a road called "Montée des Trente" and its

Trente" et son prolongement jusqu'au milieu de la rivière Richelieu; vers le sud-est par ledit milieu de la rivière Richelieu, et vers le Sud-Ouest par la ligne limitative entre la seigneurie de Chambly-Ouest et celle de Belœil; sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de village McMasterville" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TRENTE ET UNIEME jour de JUILLET en l'année mil neuf cent-dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

3627

C.-J. SIMARD.

prolongation to the middle of the Richelieu river, on the southeast by the said middle of the Richelieu river, and on the southwest by the division line between the seigniorie of Chambly west and that of Belœil; shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Mathieu-de-Belœil, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The Municipality of the Village of McMasterville".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTY FIRST day of JULY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

3628

Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Maheu Automobiles, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juillet 1917, constituant en corporation M.M. Alfred Racine, marchand d'automobiles; Louis Huberdeau, bourgeois; Théophile-Wilfrid Maheu, marchand d'automobiles; J.-Hermas Perras, gérant de banque; Omer Maheu, agent, de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, importer, vendre, échanger ou autrement aliéner des véhicules-moteurs ou automobiles, motocyclettes et bicycles, neufs et usagés, ainsi que tous les accessoires de tels véhicules-moteurs ou automobiles, motocyclettes et bicycles et de faire toutes choses se rapportant généralement au commerce de véhicules moteurs ou d'automobiles neufs ou usagés;

D'ouvrir et de tenir un ou des garages pour véhicules-moteurs ou automobiles, motocyclettes et bicycles, d'y faire des réparations et travaux à telles machines, d'y vendre et détailler les huiles, graisses, gasolines et en général tous les articles, effets et accessoires qui se tiennent ordinairement dans un tel établissement; aussi d'y faire le louage de véhicules moteurs, motocyclettes et bicycles;

D'acheter, vendre, louer, hypothéquer ou autrement aliéner toutes propriétés immobilières, et d'acquérir, posséder et vendre tous meubles et effets mobiliers ou parts dans des compagnies incorporées;

De faire adopter une constitution et des règlements en conformité avec les lois maintenant en force ou qui pourraient par la suite devenir en force dans la province de Québec, et aussi de faire toutes choses qui pourraient être nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet pour

Letters patent

"Maheu Automobiles, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of July, 1917, incorporating M.M. Alfred Racine, automobile merchant; Louis Huberdeau, bourgeois; Théophile Wilfrid Maheu, automobile merchant; J.-Hermas Perras, bank manager; Omer Maheu, agent, of Montreal; for the following purposes:

To purchase, import, sell, exchange or otherwise alienate motor-vehicles or automobiles, motorcycles and bicycles, new and used, and all accessories of such motor-vehicles or automobiles, motorcycles and bicycles, and do everything generally in connection with the business of motor-vehicles or automobiles new or used.

To open and keep one or more garages for motor-vehicles or automobiles, motorcycles and bicycles, to therein make repairs to and work on such machines and sell and retail oil, grease, gasoline and generally all the articles, effects and accessories, that are usually kept in such an establishment; and also to lease motor-vehicles, motorcycles and bicycles;

To purchase, sell, lease, hypothecate or otherwise alienate any immoveable property, and acquire, hold and sell any moveable effects and goods or shares in incorporated companies;

To adopt a constitution and by-laws in conformity with the laws now in force or that may hereafter come into force in the Province of Quebec and also do every thing that may be necessary and useful for the accomplishment of the object for which this company is incorporated, under

lequel la présente compagnie est incorporée, sous le nom de "Maheu Automobiles, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juillet 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
3579—31-2 C.-J. SIMARD.

**"Industrial Development Company,
Limited".**

Avis est donné au public, que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1917, constituant en corporation: M.M. Vincent Dupuis, commis de malles, Charles-Joseph-Eugène Charbonneau, notaire, Philippe Morel, agent, Rose Cloutier, fille majeure, Jean Charbonneau, avocat, de Montréal, pour les fins suivantes:

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter, introduire, vendre, céder, ou autrement disposer de marques de commerce, noms de commerce, brevets d'inventions, améliorations, et procédés employés sous l'autorité de, ou garantis par lettres patentes de la Puissance du Canada ou d'ailleurs, ou autrement, et s'en servir, les exercer, développer, accorder des licences à ce sujet, ou autrement faire valoir ces marques de commerce, brevets, licences, procédés et choses semblables, ou aucune telle propriété ou aucun de ces droits;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et privilèges que possèdent ou dont jouissent aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation, et payer ces acquisitions en parts totalement ou partiellement acquittées de la compagnie, préférentielles ou ordinaires, ou en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la corporation ou autrement, et assumer le passif d'aucune telle personne, société ou corporation;

Acheter, prendre ou acquérir, par souscription originaire ou par échange, des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement, en détenir, vendre ou autrement aliéner les parts, le capital commun ou préférentiel, les débentures, les bons et les autres obligations dans aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement, ou indirectement à la présente corporation, et voter sur toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

Payer avec les deniers de la compagnie ou en parts de la corporation, ou en deniers et en parts toutes les dépenses se rattachant à la formation, à l'organisation, à la publication, et à l'obtention de la charte de la compagnie, et rémunérer aucune personne ou corporation pour services rendus à la compagnie en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou garantissant la souscription d'aucune des actions du fonds social corporatif, ou d'aucunes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

the name of "Maheu Automobiles, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty fifth day of July, 1917.

C.-J. SIMARD,
3580—31-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Industrial Development Company,
Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1917, incorporating M.M. Vincent Dupuis, mail clerk, Charles-Joseph-Eugène Charbonneau, notary, Philippe Morel, agent, Rose Cloutier, spinster, Jean Charbonneau, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise to acquire, and to hold, use, own, operate and introduce, and to sell, assign, or otherwise to dispose of, any trade marks, trade names, patents, inventions, improvements, and processes used in connection with or secured under letters patent of the Dominion of Canada, or elsewhere or otherwise, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise to turn to account any such trade-marks, patents, licenses, processes and the like, or any such property or rights:

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or be possessed of property suitable for the purposes of this company and to pay therefor in fully paid-up or partly paid-up preference or ordinary shares of the company, or in the bonds, debentures or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To purchase, take or acquire by original subscription or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To pay out of the funds of the company or by shares in the company or by both cash and shares all expenses of or incidental to the formation, floatation, advertising and procuring the charter of the company and to remunerate any person or company for services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bond, debentures or other securities of the company;

Payer par émission d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, aussi employer et appliquer le surplus de ses recettes ou ses profits accumulés autorisés par la loi à la création d'une réserve pour acheter ou acquérir de la propriété;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Distribuer aucune propriété de la compagnie, en nature, à ses actionnaires;

L'interprétation d'aucun des pouvoirs accordés dans aucuns paragraphes des présentes ne sera pas limitée ou restreinte par référence aux ou inférence des termes d'aucun autre paragraphe ou du nom de la compagnie;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la corporation jugera propre à être convenablement exercé conjointement avec le sien ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou corporation exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercé à l'avantage direct ou indirect de la compagnie; prêter de l'argent, garantir ses entreprises, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des parts et valeurs dans aucune telle corporation, aussi les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Conclure, avec aucunes autorités gouvernementales, municipales, locales ou autres, aucun arrangement conduisant à l'accomplissement des objets de la compagnie ou d'aucun d'iceux, et obtenir de telle autorité aucuns droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir, et remplir, s'en prévaloir et se conformer à ces conventions, à ces droits, privilèges et concessions;

Organiser une ou des compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la corporation, ou pour d'autres qui sembleront être à l'avantage de la compagnie, et généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété réelle et personnelle, et aucuns droits ou privilèges que la corporation jugera nécessaires ou appropriés aux fins de son commerce;

Prendre pour faire connaître les produits de la compagnie, les moyens qui paraîtront convenables et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres et revues, par octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux agents, entrepreneurs ou autrement, et par fidéicommissaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres personnes;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "Industrial Development Company, Limited", avec un fonds social de

To pay by issue of bonds, debentures or other securities as well as to use and apply its surplus earnings or accumulated profits authorized by law to be reserved to the purchase or acquisition of property;

To consolidate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute any of the property of the company in kind among the shareholders;

The interpretation of any of the powers granted to any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To enter into partnership or into any agreement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To enter into any agreement with any authorities, government municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art of interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Industrial Development Company, Limited", with a capital stock

vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
3495-30-2 C.-J. SIMARD.

"The Ottawa River Forest Protective Association, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour de juin 1917 à la "The Lower Ottawa Forest Protective Association, Limited", changeant son nom en celui de "The Ottawa River Forest Protective Association, Limited" et lui octroyant les pouvoirs additionnels suivants:

De plus, et sans déroger aux pouvoirs accordés à ladite compagnie, par les lettres patentes la constituant en corporation, et relatifs aux concessions forestières y mentionnées, organiser, établir, installer, exploiter et entretenir des moyens et procédés propres à assurer une protection plus efficace contre l'incendie dans les forêts situées dans le territoire à l'ouest de la région mentionnée dans lesdites lettres patentes et borné au sud et à l'ouest par la rivière Ottawa et la frontière interprovinciale des provinces d'Ontario et de Québec et s'étendant vers le nord jusqu'au point où la compagnie le croira désirable; il est aussi déclaré que tous les pouvoirs accordés par lesdites lettres patentes originaires et relatifs aux forêts y mentionnées s'appliqueront aux concessions forestières mentionnées dans les présentes lettres patentes supplémentaires avec la même effet que si lesdites concessions en dernier lieu indiquées avaient été mentionnées dans lesdites lettres patentes originaires, le tout sujet aux dispositions et restrictions législatives en vigueur;

Tous les règlements déjà édictés ou futurs concernant les estimations des forêts possédées, louées ou affermées par les actionnaires de la corporation ou par les sociétés ou les compagnies qu'ils représentent respectivement, ou celles faites sur les concessions forestières sur lesquelles la compagnie conviendra d'étendre ses opérations, seront assujettis aux dispositions suivantes:

Les dépenses encourues pour combattre l'incendie et organiser la surveillance contre le feu sur le territoire mentionné dans lesdites lettres patentes originaires seront à une charge sur les forêts situées dans cette région seulement et aucunes répartitions ne seront faites sur ou contre les forêts de tel territoire pour servir aux opérations de la compagnie ailleurs; la présente disposition pourra être amendée de temps à autre, en aucun temps, par règlement, avec le consentement explicite de ces actionnaires qui les possèdent, les ont prises à bail, les exploitent ou y sont intéressés ou qui représentent respectivement des corporations ou firmes possédant, louant, exploitant ou intéressées dans les concessions forestières situées dans la région mentionnée dans lesdites lettres patentes originaires; pourvu toutefois que rien de ce qui est contenu en icelles ne soit interprétée, à défaut de convention à l'effet contraire, comme conférant à la corporation le pouvoir de faire des répartitions sur des personnes qui ne sont pas contributaires ou représentées par les actionnaires de la compagnie;

Le coût de la lutte contre l'incendie dans le territoire connu comme étant la division du

of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1917.

C.-J. SIMARD,
3496-30-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Ottawa River Forest Protective Association, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of June, 1917, to "The Lower Ottawa Forest Protective Association Limited", changing its name to "The Ottawa River Forest Protective Association, Limited", and giving the following additional powers.

1. In addition to and without derogating from the powers granted to the said Company by the Letters Patent incorporating the Company with respect to the timber lands therein mentioned, to organize, establish, instal, operate and maintain systems and methods for the purpose of providing for more efficient protection from fire for the timber lands in the territory lying to the west of the territory mentioned in the said Letters Patent and bounded on the south and west by the Ottawa River and the Interprovincial boundary between the Provinces of Ontario and Quebec and extending in a northerly direction as far as the company may deem desirable; and it is declared that all the powers granted by the said original Letters Patent with regard to the timber lands mentioned therein shall be deemed to be applicable to the timber lands mentioned in these Supplementary Letters Patent as fully and effectually as if the said last mentioned timber lands had been mentioned in said original Letters Patent, subject to the prescriptions and restrictions of the laws in force;

Any by-laws already made or hereafter to be made providing for assessments upon or in respect of the timber lands owned or leased by or under license to Shareholders of the Company or the firms or corporations respectively represented by them or the timber lands over which the Company shall have agreed to extend its operations, shall be subject to the following provisions.

The expenses of fire-fighting and fire-patrol in the territory mentioned in the said original Letters Patent shall be borne by the timber lands in that territory alone and no assessments shall be made upon, against or in respect of any of the timber lands in such territory for the purposes of the operations of the Company elsewhere, but this provision may be modified at any time and from time to time by by-law, with the express consent of those Shareholders who own, lease, operate or are interested in or who respectively represent companies or firms owning, leasing, operating or interested in timber lands in the territory mentioned in the said original Letters Patent provided however that nothing therein contained shall be deemed, in the absence of an agreement, to confer upon the company power to make assessments upon persons who are not shareholders or represented by shareholders of the company;

The expenses of fire-fighting in the territory known as the Grand Lake Victoria Division (as

Grand Lac Victoria (telle division définie de temps à autre par la compagnie et dressée sur ses cartes et archives) sera une charge sur les forêts situées dans cette région seulement, et aucunes répartitions ne seront faites sur ou contre aucune autre concession forestière sur ce territoire pour servir aux opérations de la compagnie ailleurs; la présente disposition pourra être amendée de temps à autre et en aucun temps par voie de règlement, sur consentement explicite des actionnaires propriétaires, preneurs, exploitant ou intéressés en icelle ou représentants respectifs de compagnies ou d'associations propriétaires, concessionnaires, exploitant ou intéressés dans les concessions forestières sises dans telle division; pourvu cependant que rien de contenu dans icelui ne soit interprété, à défaut de convention contraire, comme conférant à la compagnie un droit de répartition sur les personnes non-actionnaires ou non-représentées par les contributeurs de la présente corporation;

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juin 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
3505-30-2 C.-J. SIMARD.

such Division may from time to time be defined by the Company and shewn on the company's maps and records) shall be borne by the timber lands in that territory alone, and no assessments shall be made upon, against or in respect of any of the timber lands in such territory for the purposes of the operations of the Company elsewhere, but this provision may be modified at any time and from time to time by By-law, with the express consent of those Shareholders who own, lease, operate or are interested in or who respectively represent companies or firms owning, leasing, operating or interested in timber lands in such Division; provided however that nothing therein contained shall be deemed, in the absence of an agreement, to confer upon the company power to make assessments upon persons who are not shareholders or represented by shareholders of the company;

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of June, 1917.

C.-J. SIMARD,
3506-30-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"The Canadian Retail Stores Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 juillet 1917, à la compagnie "Lefebvre, Gagnon, Limitée", par lesquelles son nom est changé par celui de "The Canadian Retail Stores Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juillet 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
3597-31-2 C.-J. SIMARD.

"The James Walker Hardware Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juillet, 1917, à la compagnie "The James Walker Hardware Company, Limited", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00) à celle de cent mille piastres (\$100,000.00) en actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juillet 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
3599-31-2 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"The Canadian Retail Stores Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th July, 1917, changing the name of the company "Lefebvre, Gagnon, Limitée", to that of "The Canadian Retail Stores Company, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of July, 1917.

C. J. SIMARD,
3598-31-2 Assistant Provincial Secretary.

"The James Walker Hardware Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th July, 1917, increasing the capital stock of the company "The James Walker Hardware Company, Limited", from the sum of seventy five thousand dollars (\$75,000.00) to that of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), the new stock to be divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of July, 1917.

C. J. SIMARD,
3600-31-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

820-16.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Evariste-de-Forsyth, dans le comté de Frontenac, les lots Nos 6 à 10, inclusive, des rangs VIII et IX du canton Adstock, et de les annexer à la municipalité scolaire de Adstock, même comté.

3581-31-2

Department of Public Instruction

820-16

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Evariste-de-Forsyth, in the county of Frontenac, the lots Nos. 6 to 10, both inclusive, of ranges VIII and IX of Adstock township, and to annex same to the school municipality of Adstock, same county.

3582-31-2

1107-17

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Malachie, dans le comté de Dorchester, les lots Nos 184 à 187, inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Malachie, et de les annexer à celle de Saint-Léon-de-Standon, même comté.

3583-31-2

1107-17

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Malachie, in the county of Dorchester, the lots Nos. 184 to 187, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Malachie, and to annex same to that of Saint-Léon-de-Standon, same county.

3584-31-2

1170-17

Québec, 29 juillet 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de la Grande-Baie (St-Alexis), comté de Chicoutimi, le territoire suivant, savoir :

Tout ce territoire étant celui du village projeté de Port-Alfred, formé d'une partie du lot No 94, des lots Nos 95 à 113, inclusivement, de la division originale du cadastre de la paroisse de Saint-Alexis-de-Grande-Baie, dans le comté de Chicoutimi, et d'une partie des grèves de la Baie-des-Ha! Ha! et de la rivière à Mars, le tout compris dans les bornes suivantes : vers le nord à la ligne limitative de la paroisse de Saint-Alphonse, vers l'est à la Baie-des-Ha! Ha!, vers le sud à la ligne séparative des lots Nos 94-171 et 94-172 du même cadastre et son prolongement de la Baie-des-Ha! Ha! à l'intersection de la ligne est aussi prolongée du lot No 114, et vers l'ouest par ce lot No 114 et le prolongement de sa ligne est depuis le côté sud de ce territoire jusqu'à la limite de la paroisse de Saint-Alphonse, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Port-Alfred.

3585-31-2

1170-17

Québec, 29th July, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Grande-Baie (Saint-Alexis), county of Chicoutimi, the following territory, viz :

All that certain territory being that of the projected village of Port-Alfred, composed of a portion of the lot, No. 94, of lots Nos 95 to 113, both inclusive, of the primitive division of the cadastre of the parish of Saint-Alexis-de-Grande-Baie, in the county of Chicoutimi, and of a portion of the shores of Ha! Ha! Bay and of Mars river, the whole comprised within the following boundaries : towards the north the boundary line of the parish of Saint-Alphonse, towards the east Ha! Ha! Bay, towards the south the division line of the lots Nos. 94-171 and 94-172 of same cadastre and the production thereof from Ha! Ha! Bay to its meeting point with the production of the east line of lot No. 114, and towards the west by said lot No. 114 and the production of the east line thereof from the south side of this territory to the boundary of the parish of Saint-Alphonse, and to erect all the above territory into a distinct school municipality under the name of Port-Alfred.

3586-31-2

Québec, 25 juillet 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de Barrante-Prémont, les cantons Barrante et Prémont, dans le comté de Témiscamingue.

Ces cantons n'appartiennent à aucun territoire organisé.

3525-30-2

Québec, 25th July, 1917.

The Superintendent gives notice that he has received a petition applying to erect into a school municipality, under the name of Barrante-Prémont, the townships Barrante and Prémont, in the county of Témiscamingue.

These townships do not belong to any organized territory.

3526-30-2

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTEMENT DES TERRES ET FORETS

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS.

Québec, 2 juin, 1917.

Québec, 2nd June, 1917.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 des S.R.P.Q., 1909, des permis de coupe de bois, pour les territoires ci-après désignés, seront offerts à l'enchère, au bureau du ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le 21 AOÛT prochain, à 11 heures de l'avant-midi.

In conformity with articles 1623, 1624 and 1625 of R.S.P.Q., 1909, permits to cut timber on the following territories will be offered at public auction, at the Department of Lands and Forests, in this city, on the 21st AUGUST next, at 11 o'clock in the forenoon.

Agence de l'Ottawa supérieur.

Upper Ottawa agency.

	Milles carrés
Canton Destor, $\frac{1}{2}$ ouest.....	50
Canton Aiguebelle, $\frac{1}{4}$ nord-est.....	25
Canton Lacorne, $\frac{1}{2}$ ouest.....	50
Canton Courville, lots 47 à 62, rangs 2, 3, 4, 5.....	10
Haut de la rivière Ottawa: bassin supérieur des rivières Kapitajiwan et Sho-Shoquan	1200

	Square miles
Township Destor, west $\frac{1}{2}$	50
Township Aiguebelle, north-east $\frac{1}{4}$	25
Township Lacorne, west $\frac{1}{2}$	50
Township Courville, lots 47 to 62, ranges 2, 3, 4, 5.....	10
Upper River Ottawa: upper basin of rivers Kapitajiwan and Sho-Shoquan.....	1200

Agence du Saint-Maurice.

Cantons Lavigne et Letondal, partie.....	85
Canton Dandurand.....	100
Canton Suzor, 1/2 ouest.....	50
Canton Lamy, 1/2 ouest.....	50
Canton Bazin.....	100
Canton Lamy, 1/2 est.....	50
Canton Leau, 1/2 est.....	50
Canton Leau, 1/2 ouest.....	50
Canton Landry.....	100
Canton Tassé, 1/4 sud-ouest.....	25
Canton Montpetit.....	100
Canton Faucher.....	100
Canton Fortier.....	100
Canton Sulte.....	100
Canton Provancher 1/2 ouest.....	50
Canton Achintre.....	100
Canton Buies.....	100
Bloc 8, rivière Manouan sud.....	45
Bloc 9, rivière Manouan sud.....	35

Agence de l'Ottawa inférieur.

Arrière rivière l'Assomption No 26.....	4
---	---

Agence du Lac Saint-Jean ouest

Rivière Chamouchouan No 1.....	526
Rivière Chamouchouan No 2.....	660
Canton Dechène.....	33

Agence du Lac Saint-Jean est.

Rivières aux Ecorces et au Canot.....	28
Rivière au Canot No 1.....	26
Rivière au Canot No 2.....	11
Rivière aux Ecorces No 5.....	29
Rivière aux Ecorces No 6.....	41
Canton Harvey No 2.....	4
Canton Bourget.....	12
Rivière à Mars.....	60
Rivière Ha! Ha!.....	23
Rivières du Moulin et Cyriac.....	35
Canton Kénogami, rang A, nord du chemin Kénogami, lots 1 à 38.....	3

Agence du Saguenay.

Rivière Malbaie No 10.....	60
Rivière Malbaie No 11.....	57
Rivière Malbaie No 12.....	54
Canton Manicouagan.....	10
Rivière Sheldrake.....	125

Agence de Bonaventure ouest.

Canton New-Richmond.....	19
Canton Carleton, rangs 3 à 7.....	10 1/2

Agence de Rimouski ouest.

Canton Duquesne.....	4 1/2
----------------------	-------

CONDITIONS DE L'ENCHERE:—

Le permis sera adjugé au plus haut enchérisseur.

La prime d'adjudication est payable en trois versements égaux, le premier comptant, le deuxième dans un an et le dernier dans deux ans, avec intérêt au taux de 6% par an.

La rente foncière pour 1917-18 est payable immédiatement.

Le permis de coupe sera sujet aux lois et règlements des bois présents et à venir, et, en outre, à la condition suivante:

Les concessionnaires du territoire susdit devront, dans un délai de trois ans, fabriquer annuel-

Saint Maurice agency.

Townships Lavigne and Letondal (part)...	85
Township Dandurand.....	100
Township Suzor, west 1/2.....	50
Township Lamy, west 1/2.....	50
Township Bazin.....	100
Township Lamy, east 1/2.....	50
Township Leau, east 1/2.....	50
Township Leau, west 1/2.....	50
Township Landry.....	100
Township Tassé, south west 1/4.....	25
Township Montpetit.....	100
Township Faucher.....	100
Township Fortier.....	100
Township Sulte.....	100
Township Provancher, west 1/2.....	50
Township Achintre.....	100
Township Buies.....	100
Block 8, river Manouan south.....	45
Block 9, river Manouan south.....	35

Lower Ottawa agency.

Rear river Assomption No. 26.....	4
-----------------------------------	---

Lake Saint John west agency.

River Chamouchouan No. 1.....	526
River Chamouchouan No. 2.....	660
Township Dechène.....	33

Lake Saint John east agency.

Rivers aux Ecorces and au Canot.....	28
River au Canot No. 1.....	26
River au Canot No. 2.....	11
River aux Ecorces No. 5.....	29
River aux Ecorces No. 6.....	41
Township Harvey No. 2.....	4
Township Bourget.....	12
River à Mars.....	60
River Ha! Ha!.....	23
Rivers du Moulin and Cyriac.....	35
Township Kenogami, range A, north of Kenogami road, lots 1 to 38.....	3

Saguenay agency.

River Malbay No. 10.....	60
River Malbay No. 11.....	57
River Malbay No. 12.....	54
Township Manicouagan.....	10
River Sheldrake.....	125

Bonaventure west agency.

Township New-Richmond.....	19
Township Carleton, ranges 3 to 7.....	10 1/2

Rimouski west agency.

Township Duquesne.....	4 1/2
------------------------	-------

CONDITIONS OF THE AUCTION:—

Permits will be adjudged to highest bidder.

The price of adjudication is payable in three equal instalments, the first cash, the second in twelve months and the last in two years, with interest at the rate of 6% per annum.

The ground rent for 1917-18 is payable in advance.

The permit to cut will be subject to the laws and regulations now in force or to be enacted in future, and also to the following condition:

The grantees of the aforesaid territory must, within a delay of three years, manufacture

lement, dans la province de Québec, avec le bois provenant du dit territoire, soit de la pulpe ou du papier, en proportion de dix tonnes par jour, ou du bois de sciage, en proportion de dix mille pieds mesure de planche par jour, par cent milles carrés.

JULES ALLARD,

2693—22-12 Le ministre des terres et forêts.

annually in the province of Quebec, with the timber cut in this territory, either pulp or paper, in the proportion of ten tons per day, or sawn lumber in the proportion of ten thousand feet board measure per day, per hundred square miles.

JULES ALLARD,

2694—22-12 Minister of Lands and Forests.

Département du trésor (service des assurances)

Avis est par le présent donné qu'un permis No 186 a été émis le 23 juillet 1917, autorisant La Compagnie générale de frais funéraires, limitée, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, à transiger des affaires d'assurance funéraire conformément à la loi des assurances de Québec, telle que modifiée par la loi 7 Geo. V, chap. 47.

L'assistant trésorier provincial,

3519—30-2 ALEX. HYDE.

Avis est par le présent donné que la "Rashaya Benevolent Association" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable ayant pour objet—au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune, et les veuves et orphelins, et pour atteindre tous autres objets analogues—tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, datée du douzième jour de juillet 1917.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de juillet 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec,

L'assistant-trésorier de la province,

3559—30-2 ALEX. HYDE.

Treasury Department (Insurance Branch)

Notice is hereby given that license No. 186 has been issued on the twenty third day of July, 1917, to "La Compagnie générale de frais funéraires, limitée", having its head office in the city of Montreal, Que., authorizing it to transact the business of funeral insurance, in conformity with the Insurance Act of Quebec, as amended by the Act 7 Geo. V, chap. 47.

ALEX. HYDE,

3520—30-2 Assistant Provincial Treasurer.

Notice is hereby given that the "Rashaya Benevolent Association" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes—by means of contributions or voluntary subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident or reverse of fortune, and widows and orphans, or for the purpose of attaining any analogous object—as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated of the twelfth day of July, 1917.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty sixth day of July, 1917.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

ALEX. HYDE,

3560—30-2 Assistant Provincial Treasurer.

Examen—Département des terres et forêts

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Chicoutimi, 4 juillet 1917;

Chandler, Co. Gaspé, 10 juillet 1917;

Hull, P. Q., 24 juillet 1917;

Québec, 4 septembre 1917,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Québec, 2 juin 1917. 2697—22-13

Examination—Department of Lands and Forests

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at:

Chicoutimi, 4th July, 1917;

Chandler, (Gaspé Co.), 10th July, 1917;

Hull, P. Q., 24th July, 1917;

Quebec, 4th September, 1917,

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Quebec, 2nd June, 1917. 2698—22-13

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 579. Dame Valéda Sauvé, épouse de Zénon Charlebois, commerçant, de Saint-Joseph-de-Soulanges, dûment autorisée à ester en justice, avec lequel elle est domiciliée et résidente, a formé une demande en séparation de biens contre son mari, Montréal, 31 juillet 1917.

L'avocat de la demanderesse,
3609—31-5 J.-OCTAVE MOUSSEAU.

Dame Sophie Isseson, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Rudnikoff et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Max Rudnikoff, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 27 juillet 1917.

Le procureur de la demanderesse,
3611—31-5 I. POPLIGER.

Province de Québec, district de Montréal. No 1082. Cour supérieure. Dame Zéphirina Mayer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Julien Therrien, marchand de bois, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, par jugement de ce jour, demanderesse; vs Julien Therrien, marchand de bois, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 juillet 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
GAUTHIER & BEAUREGARD.
Montréal, 19 juillet 1917. 3491—30-4

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3172. Dame Marie-Anne St-Jean, des cité et district de Montréal, épouse de Joseph-Pierre-Arcade Carmel, épicière, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Pierre-Arcade Carmel, défendeur.

La demanderesse en cette cause a formé une demande en séparation de biens le 17 juillet 1917.

Le procureur de la demanderesse,
J.-L. GODIN.
Montréal, 24 juillet 1917. 3513—30-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4678. Dame Claire-Ida Lamarche, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Ovila Lanthier, journalier, du même lieu, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ovila Lanthier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur, le 3 juillet 1917.

Avocat de la demanderesse,
JOSEPH ADAM.
Montréal, 16 juillet 1917. 3463—29-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 3784. Dame Albina Dupuis, épouse d'Amédée Larose, voiturier, des cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Les avocats de la demanderesse,
AUDET & BROUSSEAU.
Montréal, 29 juin 1917. 3353—28-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 579. Dame Valeda Sauvé, wife of Zenon Charlebois, trader, of the parish of Saint-Joseph-of-Soulanges, duly authorized, with whom she is domiciled and residing, has instituted an action in separation as to property from her husband, Montreal, July 31st, 1917.

J.-OCTAVE MCUSSEAU,
3610—31-5 Solicitor for plaintiff.

Dame Sophie Isseson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Rudnikoff and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Max Rudnikoff, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been entered against the defendant, on 27th July, 1917.

I. POPLIGER,
3612—31-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. No. 1082. Superior Court. Dame Zéphirina Mayer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Julien Therrien, lumber merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, by judgment of this day, plaintiff; vs Julien Therrien, lumber merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been entered in this cause, on the 19th of July, 1917.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th July, 1917. 3492—30-4

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3172. Dame Marie-Anne St-Jean, of the city and district of Montreal, wife of Joseph-Pierre-Arcade Carmel, grocer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Pierre-Arcade Carmel, defendant.

The plaintiff in this cause has entered an action for separation as to property on the 17th of July, 1917.

J.-L. GODIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 24th July, 1917. 3514—30-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4678. Dame Claire-Ida Lamarche, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ovila Lanthier, laborer, of the same place, judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ovila Lanthier, defendant.

An action for separation as to property has been entered in this cause against the defendant, on the 3rd July, 1917.

JOSEPH ADAM,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th July, 1917. 3464—29-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 3784. Dame Albina Dupuis, wife of Amédée Larose, carriage maker, of the city and district of Montreal, has instituted against her husband an action in separation as to property.

AUDET & BROUSSEAU,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 29th June, 1917. 3354—28-5

Cour supérieure. Québec, No 1812. Antoinette Mauger, épouse dudit Arthur Mongrain, colon de Lasarre, Abittibi et dûment autorisée aux présentes par un jugement de l'un des juges de cette cour en date du 14 juin courant, demanderesse; vs Arthur Mongrain, colon de Lasarre, Abittibi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le dix-neuvième jour de juin 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BELLEAU, BAILLARGEON & BELLEAU.
Québec, 6 juillet 1917. 3345—28-5

Province de Québec, district des Trois-Rivières. Cour supérieure. No 22. Dame Cécile Carpentier, épouse commune en biens de Joseph-M. Vézina, commerçant, de la paroisse de Saint-Narcisse, district des Trois Rivières, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph-M. Vézina, de ladite paroisse, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatrième jour de juillet 1917.

Le procureur de la demanderesse,
FORTUNAT LORD.
Trois-Rivières, 4 juillet 1917. 3333—28-5

Province de Québec, district d'Arthabaska. No 199. Cour supérieure. Dame Marie-Anne Gaulin, de Saint-Marcel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Joseph Desrochers, cultivateur, de Saint-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, demanderesse; vs ledit Joseph Desrochers, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 juillet 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
GARCEAU & RINGUET.
10 juillet 1917. 3359—28-5

Province de Québec, district de Montréal. No. 513. Cour supérieure. Dame Fanny Finkleberg, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Ostrofsky, épicière, du même lieu, et ladite Fanny Finkleberg dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs Samuel Ostrofsky, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause, le 10 juillet 1917.

Le procureur de la demanderesse,
J. POPLIGER.
Montréal, 10 juillet 1917. 3361—28-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2665. Dame Corinne Forget, des cité et district de Montréal, épouse de Georges-A. Bérard, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit George-A. Bérard, défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28e jour de juin 1917.

Le procureur de la demanderesse,
3265—27-5 JOS.-B. BERARD.

Province de Québec, district de Montréal. No 5282. Cour supérieure. Dame Jeanne-Marie-Marguerite Calame, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Parisot, du même endroit, gérant, actuellement en France, dûment autorisée à ester en justice par jugement de cette cour, demanderesse; vs ledit Louis Parisot, des cité et district de Montréal, actuellement en France, gérant, défendeur.

Superior Court, Quebec, No. 1812. Antoinette Mauger, wife of the said Arthur Mongrain, colonist of Lasarre, Abittibi, and duly authorized to these presents by a judgment of one of the judges of the said court dated the 14th of June instant, Plaintiff; vs Arthur Mongrain, colonist of Lasarre, Abittibi, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the nineteenth day of June, 1917.

BELLEAU, BAILLARGEON & BELLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 6th July, 1917. 3346—28-5

Province of Quebec, district of Three Rivers. Superior Court. No. 22. Dame Cécile Carpentier, wife common as to property of Joseph-M. Vézina, trader, of the parish of Saint-Narcisse, district of Three Rivers, judicially authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Joseph-M. Vézina, of the said parish, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the fourth day of July, 1917.

FORTUNAT LORD,
Attorney for plaintiff.
Three-Rivers, 4th July, 1917. 3334—28-5

Province of Quebec, district of Arthabaska. No 199. Superior Court. Dame Marie-Anne Gaulin, of Saint-Marcel, district of Richelieu, wife common as to property of Joseph Desrochers, farmer, of Saint-Germain-de-Grantham, district of Arthabaska, plaintiff; vs the said Joseph Desrochers, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd of July, 1917.

GARCEAU & RINGUET,
Attorneys for plaintiff.
10th July, 1917. 3360—28-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 513. Superior Court. Dame Fanny Finkleberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Ostrofsky, grocer, of the same place, and the said Fanny Finkleberg duly authorized for the purposes of these presents, plaintiff; vs Samuel Ostrofsky, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on 10th July, 1917.

J. POPLIGER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 10th July, 1917. 3362—28-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2665. Dame Corinne Forget, of the city and district of Montreal, wife of Georges-A. Bérard, contractor, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Georges-A. Bérard, defendant. An action in separation as to property has been instituted in this this cause, the 28th day of June, 1917.

JOS.-B. BERARD,
Attorney for plaintiff.
3266—27-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 5282. Superior Court. Dame Jeanne-Marie-Marguerite Calame, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Parisot, of the same place, manager, actually in France, duly authorized to *ester en justice* by judgment of this Court, plaintiff; vs the said Louis Parisot, of the city and district of Montreal, actually in France, manager, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le premier juin 1917.

Le procureur de la demanderesse,
ARMAND MATHIEU.

Montréal, 12 juillet 1917. 3411—29-5

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the first day of June, 1917.

ARMAND MATHIEU,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th July, 1917. 3412—29 2

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No 2156. Eléonore Talon, épouse commune en biens de Ernest Rochette, de Québec, entrepreneur-menuisier, demanderesse; vs ledit Ernest Rochette, de Québec, entrepreneur-menuisier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée.

Le procureur de la demanderesse,
WIN. LARUE.

Québec, 4 juillet 1917. 3277—27-2

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2156. Eléonore Talon, of Quebec, wife common as to property of Ernest Rochette, joiner, plaintiff; vs the said Ernest Rochette, of Quebec, joiner, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

WIN. LARUE,
Attorney for plaintiff.

Quebec, 4th July, 1917. 3278—27-2

Action en séparation de corps et de biens

Dame Marguerite Rivard, épouse commune en biens de Jean-Baptiste-N. Audet, du canton de Barford, dans le district de Saint-François, cultivateur, a pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari, le 28 août 1912. Cour supérieure, district de Saint-François, No 241.

Le procureur de la demanderesse,
HECTOR VERRET.

Sherbrooke, 10 juillet 1917. 3375

Action for separation as to bed and board

Dame Marguerite Rivard, wife common as to property of Jean-Baptiste-N. Audet, of the township of Barford, district of Saint Francis, farmer, has taken an action in separation as to bed and board from her said husband, on the 28th August, 1912. Superior Court, district of Saint Francis, No. 241.

HECTOR VERRET,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 10th July, 1917. 3376

Assemblée générale annuelle

COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE MONTREAL

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie des tramways de Montréal aura lieu au bureau de la compagnie "Street Railway Chambers", 78 rue Craig-Ouest, à douze heures (midi), vendredi, le 31 août 1917.

Les livres de transfert seront fermés du 12 juillet au 1er août, ces deux jours inclus.

Par ordre du bureau de direction,
Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBEE.

27 juin 1917. 3207

Annual general meeting

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Montreal Tramways Company will be held at the Company's Office, Street Railway Chambers, 78, Craig street West, at twelve o'clock (noon), on Friday, the 31st day of August, 1917.

The transfer books will be closed from the 12th day of July to the 1st August, both days inclusive.

By order of the Board,
PATRICK DUBEE,
Secretary Treasurer.

27th June, 1917. 3208

Avis

La vente de la propriété, des droits, franchises, en général l'actif de la Compagnie de Téléphone Mont-Royal à la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, Limitée, pour le prix et aux termes et conditions mentionnés dans un projet d'acte préparé par Mtre J.-Arthur Pérodeau, notaire, est présentement approuvée conformément à l'article 743 des Statuts révisés de Québec, l'acquéreur assumant toutes les obligations et charges auxquelles le vendeur pourrait être tenu en vertu de toute loi, contrat, franchise ou règlement dûment passé soit par le gouverne-

Notice

The sale of the property, rights, franchises and assets generally of "La Compagnie de Téléphone Mont-Royal" to the Bell Telephone Company of Canada, Limited, for the price and upon the terms and conditions set forth in the draft deed prepared by Mtre J.-Arthur Pérodeau, notary, is hereby approved under the provisions of Art. 743 of the Revised Statutes of Quebec, subject to the purchaser assuming all such obligations and undertakings as to which the vendor may be bound in virtue of any law, contract, franchise or by-law duly enacted or executed by

ment provincial, soit par toute municipalité relativement aux droits du public.

Le président,

F.-W. HIBBARD.

Vraie copie: M.-Jos. Ahern,

Sec. C. U. P. Q.

Québec, 10 juillet 1917.

3593

provincial or municipal authority respecting the use of public property and rights.

F.-W. HIBBARD,

President.

A true copy: M.-Jos. Ahern,

Sec. Q. P. U. C.

Quebec, 10th July, 1917.

3594

En liquidation

Province de Québec, district de Montréal. No 141. Cour supérieure. *In re*: La Cie de brique et de sable des Laurentides, limitée, en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, district de Montréal, en date du 6ème jour de juillet 1917, les soussignés ont été nommés liquidateurs de la dite succession.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains le ou avant le 19ème jour d'août 1917.

Les liquidateurs,

PAQUET & BONNIER.

Suite: 501, 120 rue Saint-Jacques.

Montréal, 30 juillet 1917.

3575

Province de Québec, district de Québec. *In re*: La Caisse des Familles (en liquidation sous l'empire des articles 7063 et suivants des S. R. de Q.).

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de la Caisse des Familles, tenue à Québec le 20 juillet 1917, et par résolution y adoptée et dûment confirmée, ce jour, par l'honorable juge I.-N. Belleau, J.C.S., le soussigné a été nommé liquidateur de "la Caisse des Familles" sous l'empire des dispositions de la loi des Assurances de Québec, Art. 7063 et suivants des Statuts refondus de Québec.

Toutes réclamations contre ladite société devront m'être transmises dans les trente jours de la publication du présent avis à mon adresse ci-dessous.

CHARLES DUQUETTE,

395, avenue Viger,

Montréal, P.Q.

26 juillet 1917.

3577

In Liquidation

Province of Quebec, district of Montreal. No. 141. Superior Court. *In re*: La Cie de brique et de sable des Laurentides, limitée, in liquidation.

Notice is hereby given that, by judgment of the Superior Court, district of Montreal, dated 6th July, 1917, the undersigned have been appointed liquidators to the estate.

Sworn claims have to be filed with us on or before the 19th day of August, 1917.

PAQUET & BONNIER,

Liquidators.

Suite: 501, 120 Saint James street.

Montreal, 30th July, 1917.

3576

Province of Quebec, district of Quebec. *In re*: La Caisse des Familles (in liquidation under Art. 7063 et seq. R.S. of Q.)

Notice is hereby given that at a general special meeting of the members of "La Caisse des Familles" held at Quebec on 20th July, 1917, and by resolution thereat adopted and duly confirmed, this day, by judgment of Honorable Justice I.-N. Belleau, J.S.C., the undersigned was appointed liquidator of the said society "la Caisse des Familles".

All claims against the said society are hereby called to be filed with the undersigned liquidator at his address hereinafter given, within thirty days of the publication of the present notice.

CHARLES DUQUETTE,

395, Avenue Viger,

Montreal, P.Q.

26th July, 1917.

3578

Faillite

Province de Québec, district de Montréal. No 116. Cour supérieure. *In re*: H.-M. Davies, Saint-Lambert, P.Q., insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, district de Montréal, en date du 13ème jour de juillet 1917, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens dudit insolvable.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

Les curateurs,

PAQUET & BONNIER.

Suite: 501, 120 rue Saint-Jacques.

Montréal, 30 juillet 1917.

3571

Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal. No. 116. Superior Court. *In re*: H.-M. Davies, Saint Lambert, P. Q., insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the Superior Court, district of Montreal, dated 13th July, 1917, the undersigned have been appointed curators to the above estate.

Sworn claims have to be filed with us within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,

Curators.

Suite: 501, 120 Saint James street.

Montreal, 30th July, 1917.

3572

Province de Québec, district de Montréal.
No 151. Cour supérieure. *In re* : Royal 5-10-15
Cts Store, Montréal, insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu
d'un jugement de la cour supérieure, district de
Montréal, en date du 17ème jour de juillet 1917,
les soussignés ont été nommés curateurs aux biens
des dits insolvable.

Les réclamations, attestées sous serment, doi-
vent être produites entre nos mains dans les
trente jours de cet avis.

Les curateurs,

PAQUET & BONNIER.

Suite : 501, 120 rue Saint-Jacques.

Montréal, 30 juillet 1917.

3573

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure. *In re* : J.-A.-O. Mallette,
failli.

Avis est par les présentes donné que le susdit
failli, a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses
biens, au bureau du protonotaire de cette cour,
pour le bénéfice de ses créanciers.

Le subrogé gardien provisoire,

ALEXANDRE DESMARTEAU.

No 60 rue Notre-Dame-Est, Montréal.

Montréal, 28 juillet 1917.

3589

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure. *In re* : Uldéric Bélair, "Bélair
& Poirier, failli.

Avis est par les présentes donné que j'ai été,
le 25ème jour de juillet courant, par ordre de
cette cour, nommé curateur aux biens du susdit.

Les réclamations, attestées sous serment,
devront être produites à mon bureau dans les
30 jours.

Le curateur,

ALEXANDRE DESMARTEAU.

No 60 rue Notre-Dame-Est, Montréal.

Montréal, 30 juillet 1917.

3591

Province de Québec, district de Saint-François,
cour supérieure. *In re* : Oscar Riopelle, Sher-
brooke, Qué., insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende
a été préparé en cette affaire et sera ouvert à
objections jusqu'au 15 d'août 1917, après la-
quelle date les dividendes seront payables à notre
bureau.

Les curateurs,

ALLAIRE & LEBLANC.

Bureau de Allaire & Leblanc,

No 87 rue Wellington.

Sherbrooke, Qué., le 30 juillet 1917.

3607

Province of Quebec, district of Montreal.
No. 151. Superior Court. *In re* : Royal 5-10-15
Cts Store, Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that, by judgment of
the Superior Court, district of Montreal, dated
17th July, 1917, the undersigned have been
appointed curators to the above mentioned estate.

Sworn claims have to be filed with us within
thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,

Curators.

Suite : 501, 120 Saint James street.

Montreal, 30th July, 1917.

3574

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court. *In re* : J.-A.-O. Mallette,
insolvent.

Notice is hereby given that the above named
insolvent has, this day, made a judicial assign-
ment of his property, at the office of the protho-
notary of this Court, for the benefit of his cre-
ditors.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Subrogated provisional guardian.

No. 60, Notre-Dame street east, Montreal.

Montreal, 28th July, 1917.

3590

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court. *In re* : Uldéric Bélair, "Bélair
& Poirier", insolvent.

Notice is hereby given that on the 25th day
of July instant, I was appointed, by order of this
Court, curator to the aforesaid estate.

Sworn claims must be filed at my office within
30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

No. 60 Notre Dame street East.

Montreal, 30th July, 1917.

3592

Province of Quebec, district of Saint Francis,
Superior Court. *In re* : Oscar Riopelle, Sher-
brooke, Que., insolvent.

A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter and will be opened to objec-
tions until the 15th day of August, 1917, after
which date dividends will be payable at our
office.

ALLAIRE & LEBLANC,

Curators.

Office of Allaire & Leblanc,

No. 87 Wellington street.

Sherbrooke, Que., 30th July, 1917.

3608

Liquidation

En vertu de la loi des liquidations.

Canada, province de Québec, district de
Montréal, No 76. Cour supérieure. Dans l'affaire
de "The Metropolitan Investment Company,
Limited", en liquidation; et Joseph-Alphonse-
Turcotte et Edouard-Henri Merrill, liquidateurs.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé
chez J.-Alphonse Turcotte et Edouard-Henri
Merrill, liquidateurs de ladite compagnie en
liquidation, à leur bureau, 97 rue Saint-Jacques,
en la cité de Montréal, un certain acte de vente
passé devant Isaac Kert, notaire public, le
quinzième jour de juin mil neuf cent dix-sept,

Winding up

Under the winding-up act.

Canada, province of Quebec, district of
Montreal, No. 76. Superior Court. In the
matter of "The Metropolitan Investment Com-
pany, Limited", in liquidation; and Joseph-
Alphonse Turcotte and Edouard-Henri Merrill,
liquidators.

Notice is hereby given that there has been
deposited with J.-Alphonse Turcotte and Edouard
Henri Merrill, liquidators of the said company, in
liquidation, at their office, 97 Saint James street,
in the city of Montreal, a certain deed of sale
passed before Isaac Kert, notary public, on the
fifteenth day of June, nineteen hundred and

sous le numéro 793 des minutes dudit notaire de la part de "The Metropolitan Investment Company, Limited, en liquidation, à "The Bradford Realty & Investment Company, Limited", dans lequel acte de vente la propriété transportée est décrite comme suit, savoir:

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro sept cent quarante-et-un a (741a), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Et de plus prenez avis que le certificat du registrateur sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez les liquidateurs, à leur bureau, à Montréal.

Que la propriété ci-haut décrite a été détenue et possédée par "The Metropolitan Investment Company, Limited", depuis le 4^{ème} jour de mars 1916; par Norbert Lamoureux depuis le 29^{ème} jour de décembre 1915 jusqu'au 4^{ème} jour de mars 1916; par Joseph-Alexandre Besner depuis le 23^{ème} jour d'avril 1915 jusqu'au 29^{ème} jour de décembre 1915; par Joseph-Arthur Godin depuis le 31^{ème} jour de janvier 1914 jusqu'au 23^{ème} jour d'avril 1915.

Que lesdits acte de vente et certificat du registrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce troisième jour de juillet 1917.

Les liquidateurs,

J.-A. TURCOTTE,
E.-H. MERRILL.

3269—27-5

seventeen and numbered 793 of the minutes of the said notary from "The Metropolitan Investment Company, Limited", in liquidation, to "The Bradford Realty & Investment Company, Limited", in which deed of sale the property conveyed is described as follows, to wit:

A lot of land fronting on Saint Denis street, in the city of Montreal, known and designated as number seven hundred and forty one a (741a), of the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

And further take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators, at their office, in Montreal.

That the immoveable property above described has been owned and possessed by the Metropolitan Investment Company, Limited", from the 4th day of March, 1916; by Norbert Lamoureux from the 29th day of December, 1915, to the 4th day of March, 1916; by Joseph-Alexandre Besner from the 23rd day of April, 1915, to the 29th day of December, 1915; by Joseph-Arthur Godin from the 31st day of January, 1914, to the 23rd day of April, 1915.

That the said deed of sale from the "Metropolitan Investment Company, Limited", in liquidation, and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of article 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the province of Quebec, this third day of July, 1917.

J.-A. TURCOTTE,
E.-H. MERRILL,
Liquidators.

3270—27-5

En vertu de la loi des liquidations.

Under the winding-up act.

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 33. Dans l'affaire de "St. Denis Theatre Company, Limited", en liquidation; et Joseph-Alphonse Turcotte et Edouard-Henri Merrill, liquidateurs.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez J.-Alphonse Turcotte et Edouard-Henri Merrill, liquidateurs de ladite compagnie en liquidation, à leur bureau, 97 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant André-J.-H. St. Denis, notaire public, le treizième jour de juillet, mil neuf cent dix-sept, sous le numéro 5966 des minutes dudit notaire de la part de "St. Denis Theatre Company, Limited", en liquidation, à "The Atlas Securities, Limited", dans lequel acte de vente la propriété transportée est décrite comme suit, savoir:

Un lot de terre portant le numéro sept cent cinq (705), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec la bâtisse dessus érigée connue comme étant le "Théâtre St-Denis", et portant les Nos 288 et 290 de la rue Saint-Denis, à Montréal, tel que le tout se trouve présentement.

Et de plus prenez avis que le certificat du registrateur sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez les liquidateurs, à leur bureau, à Montréal.

Que la propriété ci-haut décrite a été détenue et possédée par "St. Denis Theatre Company, Limited", depuis le 11 février 1915, et par Isaac Kert, depuis le 9 juin 1914 jusqu'au 11 février 1915.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 33. In the matter of "St. Denis Theatre Company, Limited", in liquidation; and Joseph-Alphonse Turcotte and Edouard-Henri Merrill, liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited with J.-Alphonse Turcotte and Edouard-Henri Merrill, liquidators of the said Company, in liquidation, at their office, 97 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before André-J.-H. St. Denis, notary public, on the thirteenth day of July, nineteen hundred and seventeen, and numbered 5966 of the minutes of the said notary from "St. Denis Theatre Company, Limited", in liquidation, to "The Atlas Securities, Limited", in which deed of sale the property conveyed is described as follows, to wit:

A lot of land bearing the number seven hundred and five (705), of the official plan and book of reference of the St. Louis ward, of the city of Montreal—with the building thereon erected, known as the "St. Denis Theatre", bearing Nos. 288 and 290 of Saint Denis street, Montreal, the whole as it stands.

And further take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators, at their office, in Montreal.

That the immoveable property above described has been owned and possessed by "St. Denis Theatre Company, Limited", from the 11th of February, 1915, and by Isaac Kert, from the 9th of June, 1914 to the 11th of February, 1915.

Que lesdits acte de vente et certificat du régistrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce dix-huitième jour de juillet 1917.

Les liquidateurs.

3457—29-5

J.-A. TURCOTTE,
E.-H. MERRILL.

That the said deed of sale from "St. Denis Theatre Company, Limited", in liquidation, and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of article 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this eighteenth day of July, 1917.

J.-A. TURCOTTE,
E.-H. MERRILL.

3458—29-5

Liquidators.

Nombre de directeurs augmenté

"THE OTTAWA RIVER FOREST PROTECTIVE ASSOCIATION, LIMITED".

RÈGLEMENT No 68.

Les directeurs de la "Ottawa River Forest Protective Association, Limited", décrètent ce qui suit :

68. Le règlement numéro 31 de la compagnie établissant à cinq le nombre des directeurs est par le présent cassé et le suivant lui est substitué :—

"31. Sauf un autre changement fait par règlement en conformité avec les dispositions de la loi des compagnies de Québec, le nombre des directeurs sera de quinze, sept d'entre eux formant quorum."

Fait, adopté et scellé du sceau de la compagnie à Hull, Canada, ce douzième jour de juillet, *annum Dei*, 1917.

Le président,
(Signé) WARD-C. HUGHSON,
Le secrétaire,
FRANK HAWKINS.

ATTESTATION:

Je certifie par les présentes que ce qui précède est une copie véridique et conforme du règlement numéro 68 de la compagnie dûment adopté par les directeurs, qu'il a aussi été approuvé, ratifié et confirmé par le vote de plus des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des contribuables de la corporation dûment convoquée pour le prendre en considération et tenue le douzième jour de juillet, *annum Dei*, 1917.

Le secrétaire,
3587 FRANK HAWKINS.

Number of directors increased

THE OTTAWA RIVER FOREST PROTECTIVE ASSOCIATION, LIMITED.

BY-LAW No. 68.

The directors of The Ottawa River Forest Protective Association, Limited, hereby enact as follows :

68. By-law number 31 of the Company, fixing the number of directors at five, is hereby repealed and the following substituted therefor ;

"31. Unless otherwise altered by by-law in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, the number of directors shall be fixed at fifteen, and seven directors shall be a quorum."

Done and passed and sealed with the seal of the Company at Hull, Canada, this twelfth day of July, A. D., 1917.

(Signed) WARD-C. HUGHSON,
FRANK HAWKINS,
President.
Secretary.

CERTIFICATE.

I hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of by-law number 68 of the Company duly passed by the directors and approved, ratified and confirmed by a vote of more than two thirds in value of the stock represented by the shareholders present at a special general meeting of shareholders of the Company duly called for considering the same and held on the twelfth day of July, A.D., 1917.

FRANK HAWKINS,
3588 Secretary.

Ordre de la cour

Province de Québec, district de Montréal. No 264. Cour supérieure.

W.-J. Hushion & Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Montréal, demanderesse ; vs Adolphe Delage, de Coteau Station, dans la province de Québec, et W.-H. Besner *et al*, tiers-saisis.

Les créanciers du défendeur sus-nommé sont par le présent requis de produire leurs réclama-

Order of the Court

Province of Quebec, district of Montreal, No. 264. Superior Court.

W.-J. Hushion & Company, Limited, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs Adolphe Delage, of Coteau Station, in the province of Quebec, defendant ; & W.-H. Besner *et al*, garnishees.

The creditors of the above mentioned defendant are hereby required to file their claims in the

tions au bureau du protonotaire du district de Montréal, sous quinze (15) jours de la publication des présentes.

Les procureurs de la demanderesse,
CLAXTON & KER.

Montréal, le 20 juillet 1917. 3489—30—2

CLAXTON & KER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th July, 1917. 3490—30—2

Ratification

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Maître Louis Racicot, notaire, du village de Boucherville, le septième jour du mois de janvier 1916, entre Louis Sicotte, cultivateur, de la paroisse de Boucherville, et Louis-Joseph Tarte, journaliste, de la cité de Montréal, étant une vente par ledit Louis Sicotte audit Louis-Joseph Tarte, de l'immeuble suivant, savoir : Un lopin de terre situé en la paroisse de Boucherville, étant l'extrémité nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-sept (No 87), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville; borné au sud-est par le chemin du Lac, au nord-est par le lot numéro quatre-vingt-huit, au nord-ouest par le lot numéro seize, et au sud-ouest, par le lot numéro quatre-vingt-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville—sans bâtisse dessus construite; ledit lopin de terre formant une superficie de deux arpents et quart à deux arpents et demi (le dit acquéreur devant prendre ledit lopin de terre) tel que contenu dans les clôtures, et en la possession comme propriétaires depuis les trois dernières années des personnes suivantes, savoir : Depuis le 8 janvier 1916, en la possession dudit Louis-Joseph Tarte, et avant cette date en la possession dudit Louis Sicotte, depuis un grand nombre d'années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble avant l'enregistrement dudit acte par lequel ledit immeuble a été acquis par ledit Louis-Joseph Tarte sont averties qu'il sera présenté à ladite cour, le dixième jour de septembre 1917, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire, et le titre ainsi déposé devant cette cour sera ratifié et confirmé à toutes fins que de droit, sauf néanmoins quant à l'hypothèque de \$100.00, pour garantir pareille somme que le requérant doit encore à Louis Sicotte comme balance de prix de vente.

Le député-protonotaire en chef,
J.-B.-A. TISON.

M. J.-B. DeBOUCHERVILLE,
Procureur du requérant.

Montréal, 24 juillet 1917. 3527—30—2

Ratification

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court in the district of Montreal, a deed executed before Maître Louis Racicot, notary, of the village of Boucherville, on the seventh day of January, 1916, between Louis Sicotte, farmer, of the parish of Boucherville, and Louis-Joseph Tarte, journalist, of the city of Montreal, being a sale by the said Louis Sicotte to the said Louis-Joseph Tarte of the following immoveable, to wit : A patch of ground situate in the parish of Boucherville, being the north western extremity of lot number eighty seven (No. 87), of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville; bounded towards the south east by the Lake road, towards the north east by lot number eighty eight, towards the north west by lot number sixteen, and towards the south west by lot number eighty six, of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville—without building thereon erected; the said patch of ground forming a superficial area of two and a quarter arpents to two and a half arpents (the said purchaser agreeing to take said patch of ground as contained within the fences), and in the possession of the following persons as proprietors for the three years now last past, to wit : Since the 8th January, 1916, in the possession of the said Louis-Joseph Tarte, and prior to that date and for a great number of years, in the possession of the said Louis Sicotte, and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said immoveable has been acquired by the said Louis-Joseph Tarte, are notified that application will be made to the said Court, on the tenth day of September, 1917, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this cause, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing, and the title thus deposited before the said Court will be ratified and confirmed to all intents and purposes except however as to the hypothec of \$100.00, to guarantee a like amount that the petitioner owes to Louis Sicotte as balance of the purchase price.

J.-B.-A. TISON,
Chief Deputy Prothonotary.

M. J.-B. DeBOUCHERVILLE,
Attorney for petitioner.

Montreal, 24th July, 1917. 3528—30—2

Vente par Licitation

Sale by Licitation

Canada, province de Québec, district de Québec. No 266. Cour supérieure.

Adhémar Fleury, de la cité de Québec, agent d'assurance et menuisier, demandeur; vs Adélard Fleury, de la cité de Québec, menuisier; Omer Fleury, de la cité de Québec, menuisier; Ernest Fleury, de la cité de Hull, menuisier; Eugène Fleury, de Saint-Victor-d'Alfred, dans le comté de Prescott, dans la province d'Ontario; Dame Léa Fleury, de la cité de Hull, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Croisetière, du même lieu, peintre, et ledit Joseph Croisetière, mis en cause pour assister et autoriser sadite épouse; et Dame Rosanna Fleury, de Québec, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Gastonguay, du même lieu, tailleur de gants, et ledit Joseph Gastonguay, mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 2 juin 1917, dans une cause dans laquelle Adhémar Fleury, ci-dessus dénommé, est demandeur, et Adélard Fleury et autres ci-dessus dénommés, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Le lot numéro trois mille sept cent cinquante deux (3752) du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un terrain situé au côté de la rue Sainte-Cécile, aujourd'hui rue Martello, mesurant environ quarante pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir de la dite rue Martello à la cime du Cap,—avec les maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La partie est du lot numéro trois mille sept cent cinquante-trois (3753) dudit cadastre dudit quartier Saint-Jean de la cité de Québec, étant un terrain situé au même lieu, mesurant environ trente-deux pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir de ladite rue Martello à la cime du Cap, et borné vers l'est audit lot No 3752, et vers l'ouest à l'autre partie dudit lot No 3753—avec la maison et autres bâties dessus érigées, circonstances et dépendances, les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère en bloc et adjugés en bloc au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX SEPTEMBRE prochain, 1917, à DIX heures du matin, ou sitôt après que faire se pourra, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Québec, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication des dits immeubles, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

LANE & LEMIEUX,

Procureurs du demandeur.

Québec, le 1er août 1917.

3629—31-2

Canada, province of Quebec, district of Quebec. No. 266. Superior Court.

Adhemar Fleury, of the city of Quebec, insurance agent and joiner, plaintiff; vs Adélard Fleury, of the city of Quebec, joiner; Omer Fleury, of the city of Quebec, joiner; Ernest Fleury, of the city of Hull, joiner; Eugène Fleury, of Saint Victor d'Alfred, in the county of Prescott, in the province of Ontario; Dame Léa Fleury, wife contractually separated as to property of Joseph Croisetière, of the same place, painter, and the said Joseph Croisetière, *mis-en-cause* to assist and authorize his said wife, and Dame Rosanna Fleury, of Quebec, wife contractually separated as to property of Joseph Gastonguay, glove tailor, and the said Joseph Gastonguay, *mis-en-cause* to assist and authorize his said wife, defendants.

Notice is hereby given that in and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 2nd day of June, 1917, in a cause wherein Adhémar Fleury, above named, is plaintiff and Adélard Fleury *et al* above named are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit :

1. The lot number three thousand seven hundred and fifty two (3752) of the official cadastre of Saint John's ward of the city of Quebec, being a lot of land situate and fronting on Sainte Cécile street, now Martello street, measuring about forty feet in front by whatever depth there may be from said Martello street to the summit of the Cape—with the houses thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The eastern part of the lot number three thousand seven hundred and fifty three (3753) of said cadastre of said Saint John's ward of the city of Quebec, being a lot of land situate at the same place, measuring about thirty two feet in front by whatever depth there may be from said Martello street to the summit of the Cape, and bounded on the east by the aforesaid lot No. 3752, and on the west by the other part of said lot No. 3753—with the houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The above described immovables will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on the TENTH day of SEPTEMBER next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon, or as soon thereafter as possible, sitting the Court, in the Court Room, of the Court House of Quebec, subject to the charges clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LANE & LEMIEUX,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 1st August, 1917.

3630—31-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME CORINNE
No 177. } DAVELUY, de-
manderesse; contre J.-W. CHAVONNELLE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le troisième rang du canton de Bulstrode, connue et désignée au cadastre officiel de ce canton, comme étant la moitié est du lot No 166—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-du-Sault, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain (1917), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 11 juillet 1917. 3399
[Première publication, 14 juillet 1917.]

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME CORINNE
No. 177. } DAVELUY, plain-
tiff; against J.-W. CHAVONNELLE, defendant.

As belonging to the defendant:

A land situated in the third range of the township of Bulstrode, known and designated to the official plan and book of reference for the said township, as being the east half of lot No. 166—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anne-du-Sault, on the SIXTEENTH day of AUGUST next (1917), at TWO o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 11th July, 1917. 3400
[First publication, 14th July, 1917.]

BEDFORD

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } ROMULUS CLOU-
District de Bedford, } TIER, deman-
No 9881. } deur; contre les me-
ubles et effets, les terres et héritages de JOSEPH LAPRÉS, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur:

1. Le lopin de terre situé dans le canton Ely, dans le district de Bedford, et présentement connu sur les plan et livre de renvoi dudit canton Ely, comme étant un arpent, plus ou moins, du lot numéro quatre-vingt-sept (87), à distraire de la partie nord dudit lot et comprenant tout le terrain inclus dans une courbe décrite par le ruisseau qui traverse ledit lot, tel qu'acquis par acte de vente et transport de Moïse Lapré, devant P.-J.-S. Peltier, sous le numéro 53808, Reg. "B", Vol. 81—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent.

1. "A". Partie du lot numéro quatre-vingt-huit (88), des plan et livre de renvoi du cadastre dudit canton Ely, à distraire de la partie sud dudit lot à l'ouest du chemin qui traverse ledit lot et le divise dans sa longueur en environ douze portions égales, ladite partie de terrain mesurant huit perches en longueur à l'est le long du chemin public, et neuf perches à l'ouest le long du ruisseau; bornée au sud par le lot du cadastre No 87, mesurant environ deux arpents—avec toutes les améliorations, un moulin à scie et d'autres structures construites sur les deux dits lots sus-décrits, y compris toutes machines y contenues et fixées à demeure, aussi la force hydraulique et le barrage du ruisseau appuyés sur chaque côté dudit ruisseau et ces parties desdits lots numéros 87 et 88;

2. La ferme située dans le canton Ely, dans

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } ROMULUS CLOU-
District of Bedford, } TIER, plaintiff;
No. 9881. } against the goods and
chattels, lands and tenements of JOSEPH LAPRÉS, defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant:

1. That certain piece of land situated in the township of Ely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Ely, as one arpent, more or less, of lot number eighty seven (87), to be detached from the north part of said lot and including all the land comprised in a curve formed by the brook crossing said lot, as acquired by deed of sale and conveyance from one Moïse Lapré, before P.-J.-S. Peltier, under number 53808, Reg. "B", Vol. 81—with all improvements thereon.

1. "A". Part and parcel of lot number eighty eight (88), of the cadastral plan and book of reference of the said township of Ely, to be detached from the south part of said lot, on the west side of the road crossing said lot and dividing it on its length in about twelve equal halves, said part or parcel of land being eight perches in length on the east line along the public roads and nine perches on the west line along the brook, and bounded south by cadastral lot No. 87, measuring about two arpents—with all improvements thereon, together with a saw mill and other buildings erected and made on the said above described two lots, including all machinery therein contained and fixed permanently, and also the water-power and dam across the brook resting on each side of said brook on those parts of said lots numbers 87 and 88;

2. That certain farm situated in the township

le district de Bedford, et actuellement connue aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Ely, comme étant le quart nord du lot numéro cent soixante-cinq (165); la moitié nord du lot numéro cent soixante-six (166); et les lots numéros cent soixante-sept (167); cent soixante-neuf (169); cent soixante-dix (170); la partie est du lot numéro cent soixante-douze (172); et le lot numéro cent soixante-treize (173), mesurant en tout quatre cents acres de terre en étendue, plus ou moins—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent.

Suivant jugement de la cour supérieure, en date du 26 juillet 1917, la propriété immobilière plus haut décrite sera vendue en bloc, comme un tout, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile-d'Ely, à Racine (ainsi nommé), dans le canton Ely, dit district, le HUIT SEPTEMBRE prochain 1917, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif.
Sweetsburg, Qué., 30 juillet 1917.
3595—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

of Ely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Ely, as the north quarter of the lot number one hundred and sixty five, (165); the north half of lot number one hundred and sixty seven, (167); one hundred and sixty nine, (169); one hundred and seventy, (170); the east part of lot number one hundred and seventy two, (172); and lot number one hundred and seventy three, (173), containing in all four hundred acres of land in superficies, more or less—with all improvements thereon erected and made.

Pursuant to a judgment of the Superior Court, dated the 26th July, 1917, the foregoing described immoveable property will be sold "en bloc", together as a whole, at the parochial church door of the parish of Saint-Théophile-d'Ely, at Racine (so called), in the township of Ely, said district, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, 1917, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

C.-B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sweetsburg, Que., 30th July, 1917.
3596—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

Chicoutimi à savoir: } JOSEPH TREMBLAY,
No 5431. } ALEXIS; vs GAU-
DIOSE TREMBLAY, ci-devant de Chicoutimi,
et maintenant de Chandler, dans le district de Gaspé.

Tous les droits de propriété, de possession, ouvrages et améliorations et tous autres droits quelconques que le défendeur a et peut avoir en et sur les lots numéros huit et neuf (8 et 9) dans le neuvième rang au cadastre officiel du canton Simard, contenant au total ces deux lots une superficie d'environ deux cent acres—sans bâtisses et avec dépendances;

Avec réserve expressément pour la société Tremblay & Gagnon, le droit de couper et enlever sur lesdits lots, d'hui à quatre ans, tous le bois d'épinette rouge ou blanche, de sapin et pin croissant sur iceux, avec cette fin le droit de passer à pieds et en voiture à l'endroit le plus favorable à cette fin et le moins dommageable pour eux-mêmes et leurs employés. Toutefois cette réserve ne privera pas l'acquéreur de couper et prendre sur lesdits lots du bois des essences sus-mentionnées pour se construire sur sa ferme une maison de trente pieds par vingt-cinq pieds à deux étages avec pan en madriers sur le côté ou en coulombages et des grange et étable de 70 pieds par 26 pieds. L'étable avec pans en madriers sur le côté ou en coulombages, et la grange avec pans en planche.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Honoré, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
EDM. SAVARD.

Chicoutimi, 31 juillet 1917. 3657—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir: } JOSEPH TREMBLAY,
No 5458. } ALEXIS, de Sainte-
Anne, vs DORILA SAVARD, de Sainte-Anne.
Un lopin de terre étant la partie ouest du lot

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } JOSEPH TREMBLAY,
No. 5431. } ALEXIS; vs GAU-
DIOSE TREMBLAY, heretofore of Chicoutimi,
and now of Chandler, in the district of Gaspé.

All the rights of ownership and possession, works and improvements and other rights whatsoever which the defendant hold or may hold in and upon the lots numbers eight and nine (8 and 9) in the ninth range of Simard township, containing the above two lots a total superficies of about two hundred acres—without buildings and with dependencies;

With the express reserve in favor of the firm of Tremblay & Gagnon, of the right to cut and remove on the said lots, in four years from to-day, all the red or white spruce fir and pine timber growing therein, and for that purposes the right to travel on foot or vehicles at the most convenient place for such purpose and the most advantageous for themselves and their employees. However the above reserve shall not prevent the purchaser from cutting and taking on the said lots timber of the above mentioned species to build for himself on his farm a two storey house of thirty feet by twenty five, walls of planks on the side or stud framed and a barn and a stable of 70 feet by 26 feet. The walls of the stable to be built of planks on the side or stud framed and those of the barn to be built of boards.

To be sold at the church door of Saint Honoré, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVRAD,
Sheriff.

Chicoutimi, 31st July, 1917. 3058—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } JOSEPH TREMBLAY,
No. 5458. } ALEXIS, of Sainte-
Anne; vs DORILLA SAVARD, of Sainte Anne.
That certain parcel of land being the west

71-5, au cadastre officiel du village de Sainte-Anne, dans le premier rang ouest du canton Tremblay; borné comme suit: vers le nord au terrain de François Tremblay ou représentants; vers l'est par le terrain de Georges Gaudreault, suivant la ligne centrale prolongée vers le sud d'une ruelle allant au chemin public et passant, pour partie, sur le lot 71-2 du même cadastre, vers le sud par le terrain de la Fabrique de Sainte-Anne, et vers l'ouest par le terrain de Onésime Harvey—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

EDM. SAVARD.

Chicoutimi, 31 juillet 1917. 3659—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir:) **MASSICOTTE &**
No 3929.) **TREMBLAY; vs**
JOSEPH GAUDREAU, de Sainte-Anne.

Un certain lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné après la subdivision du lot No 71, comme formant partie du lot No 71-5 du premier rang ouest du cadastre du village de Sainte-Anne, ce terrain mesurant 60 pieds du nord au sud et 50 pieds de l'est à l'ouest; borné vers le nord par le lot No 71-4, vers l'est par un terrain réservé pour une rue, vers le sud par le lot No 71-6, et vers l'ouest par une ligne divisant cet emplacement de l'autre partie dudit lot 71-5, ladite ligne devant être parallèle à la rue du côté est de ce terrain—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne, le QUATORZE AOÛT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

EDM. SAVARD.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 9 juillet 1917. 3349—28 2
[Première publication, 14 juillet 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir:) **LA VILLE DE CHI-**
No 3958.) **COUTIMI; vs**
DAME MARIE LEVESQUE ET VIR.

La moitié indivise de tout ce terrain formant partie du lot connu au cadastre de la ville de Chicoutimi, sous le numéro 316, de figure irrégulière et de superficie inconnue, et borné au nord par le terrain de la Cie du chemin de fer Québec & Lac St-Jean, à l'ouest par le terrain de J.-D. Guay ou représentants, au sud par le terrain réservé pour la rue Cartier, à l'est par le terrain de Gaspard Lemoine ou représentants—avec bâtisses et dépendances; avec réserve en faveur de la ville de Chicoutimi des droits de passage et autres à elle accordés par ladite dame Marie Levesque par acte devant le notaire Geo. St-Pierre, le 23 janvier 1913, numéro 10301, enregistré à Chicoutimi le 4 février 1913, sous le numéro 23152.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le QUINZE AOÛT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

EDM. SAVARD.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 9 juillet 1917. 3351—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917].

part of the lot 71-5, on the official cadastre of the village of Sainte Anne, in the first western range of Tremblay township; bounded as follows: on the north by the land of François Tremblay or representatives; on the east by the land of Georges Gaudreault, following the middle line extended southerly of a lane running to the public road and passing a part thereof on the lot 71-2 of same cadastre, on the south by the land of the Fabrique of Sainte Anne, and on the west by the land of Onésime Harvey—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Sainte Anne, on the FOURTH day of SEPTEMBER, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff.

Chicoutimi, 31st July, 1917. 3660—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit:) **MASSICOTTE &**
No. 3929.) **TREMBLAY; vs**
JOSEPH GAUDREAU, of Sainte-Anne.

A certain parcel of land or emplacement forming part of the lot known and designated according to the subdivision of lot No. 71, as forming part of the lot No. 71-5, of the first western range of the cadastre of the village of Sainte-Anne, the said land measuring 60 feet from north to south and 50 feet from east to west; bounded on the north by the lot No. 71-4, on the east by a lot of land reserved for a street, on the south by the lot No. 71-6, and on the west by a line dividing the said emplacement from the other part of the said lot 71-5, the said line being parallel to the street on the east side of the said lot of land—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of Sainte-Anne, on the FOURTEENTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 9th July, 1917. 3350—28 2
[First publication; 14th July, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit:) **THE TOWN OF CHI-**
No. 3958.) **COUTIMI vs DAME**
MARIE LEVESQUE ET VIR.

The undivided half of all that lot of land forming part of the lot known on the cadastre of the town of Chicoutimi, under the number 316, of irregular outline and unknown area, and bounded on the north by the land of the Quebec and Lake St. John Railway Co., on the west by the land of J. D. Guay or representatives, on the south by the land reserved for Cartier street, on the east by the land of Gaspard Lemoine or representatives—with buildings and dependencies—with reserve in favor of the town of Chicoutimi of the rights of way and others granted to it by the said Dame Marie Levesque by deed before notary Geo. St. Pierre, on the 23rd January, 1913, number 10301, registered at Chicoutimi on the 4th of February, 1913, under the number 23152.

To be sold at my office, in the court house of Chicoutimi, on the FIFTEENTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 9th July, 1917. 3352—28-2
[First publication, 14th July, 1917].

MONTRÉAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **SHAIE SIDLER ET**
 No 550. } **AL.,** Demandeurs ;
 contre les terres et tenements de **SAMUEL-L. WEINER** et **DELLE LILLIAN WEINER**, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière fille majeure et usant de ses droits, Défendeurs.

Saisi comme appartenant auxdits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, connu et désigné comme étant la moitié nord du numéro deux mille cinq cent quarante et un, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds de front par soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins; borné en avant par la rue Saint-Patrice, en arrière par le résidu dudit lot No 2541; d'un côté par la rue d'Argenson, ci-devant rue Saint-Luc, d'un autre côté par le lot No 2542—avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le onzième jour de mai 1916, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de la somme de \$400.00 sera exigé de chaque enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Lane, en date du 20 juillet 1917.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
 Montréal, 31 juillet 1917. 3613
 [Première publication, 4 août 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EDMOND LAFON-**
 No 4938. } **TAINE,** demandeur ;
 contre **OVIDE PAPINEAU** et **H.-J. HOPE**, défendeurs.

Comme appartenant à Ovide Papineau, l'un desdits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, autrefois ville DeLorimier, ayant front sur le chemin de la Côte Visitation, maintenant Des Carrières, connu et désigné sous le lot numéro 982 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 161 (161-982), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, de la contenance de vingt-cinq pieds en arrière par une profondeur de cent vingt pieds sur le côté nord-est, et cent onze pieds sur le côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, avec droits de passage dans la ruelle située en arrière dudit lot.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui devait avoir lieu à mon bureau, le 23ième jour de mai dernier, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT courant, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
 Montréal, 1er août 1917. 3615
 [Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **SHAIE SIDLER ET AL.,**
 No. 550. } **Plaintiffs;** against the
 lands and tenements of **SAMUEL-L. WEINER** and **DELLE LILLIAN WEINER**, both of city and district of Montreal, the latter spinster in her full legal capacity, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the following immoveable, to wit:

One lot of land situated in Saint Gabriel ward, known and designated as the north half of number two thousand five hundred and forty one, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing forty feet in front by seventy five feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Patrick street, in rear by the residue of the said lot No. 2541, on one side by d'Argenson street, heretofore Saint Luc, on the other side by lot No. 2542—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the above described immoveable formerly announced to take place at my office, in the city of Montreal, on the eleventh day of May, 1916, will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of the sum of \$400.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Lane, dated the 20th July, 1917.

L. J. LEMIEUX,
 Sheriff.

Sheriff's office.
 Montreal, 31st July, 1917. 3614
 [First publication, 4th August, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EDMOND LAFON-**
 No. 4938. } **TAINE,** plaintiff ;
 against **OVIDE PAPINEAU** and **H.-J. HOPE**, defendants.

As belonging to Ovide Papineau, one of the aforesaid defendants, the following immoveable, namely :

That certain lot of land situated in the city of Montreal, formerly town of DeLorimier, fronting on Côte Visitation road, now Des Carrières road, known and designated under the number 982 of the official subdivision of the primitive lot number 161 (161-982), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation, containing twenty five feet in rear by a depth of one hundred and twenty feet on the north east side, and one hundred and eleven feet in the south west side, the whole english measurements, and more or less, with a right of way in the lane in rear of said lot.

Notice is hereby given that the sale of the above described immoveable formerly announced to take place at my office, on the 23rd day of May last, will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
 Sheriff.

Sheriff's office.
 Montreal, 1st August, 1917. 3616
 [First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOHN McWILLIE**, de-
No 3506. } mandeur; vs **MOSES-L.**
DOUER, défendeur.

1. Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, et connus et désignés sous les numéros un et deux, de la subdivision officielle du lot No trois cent dix-sept (317-1 et 2), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec toutes les bâtisses dessus érigées; le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 juillet 1917. 3617—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **-A. TURCOTTE ET**
No 68. } **E.-H. MERRILL**,
curateurs aux biens de **JOSEPH FAILLE**, failli,
et **L'UNION ST-PIERRE**, requérante.

Un emplacement ayant front sur la rue Wellington, dans la cité de Verdun, connu comme lots un et deux de la subdivision du lot numéro cinq du cadastre de la partie du lot numéro trois mille deux cent soixante-huit et des lots de subdivision numéros cinq et six de la subdivision du lot numéro quatre du cadastre de partie du lot numéro trois mille deux cent soixante-huit, sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant ensemble trente trois pieds de front par deux cent cinq pieds de profondeur dans la ligne nord-est et deux cent dix-sept pieds dans la ligne sud-ouest, et formant une superficie totale de six mille neuf cent quatre-vingt-quatorze pieds, mesure anglaise, étant trente et un pieds de plus en superficie que la multiplication des dimensions données, à cause de l'irrégularité de la ligne en arrière—avec une maison dessus érigée, portant les numéros civiques 1137-1137a-1139a de ladite rue Wellington. Pour être vendu comme un tout.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 juillet 1917. 3619—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PROSPER GADBOIS**,
No 1812. } demandeur; contre
NAPOLEON GERMAIN, défendeur.

Un emplacement situé au parc Molson, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Shaw, aujourd'hui connue sous le nom de boulevard Rosemont, connu et désigné comme étant le lot No deux cent cinquante, subdivision officielle du lot originaire No deux cent neuf (209-250), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, contenant vingt-huit pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOHN McWILLIE**, plain-
No 3506. } tiff; vs **MOSES-L.**
DOUER, defendant.

1. An emplacement composed of two lots of land fronting on Saint Dominique street, in the city of Montreal, and known and designated under the numbers one and two, of the official subdivision of lot number three hundred and seventeen (317-1 and 2), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste—with all the buildings thereon erected; the whole forming one single and the same plot;

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st July, 1917. 3618—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **-A. TURCOTTE AND**
No 68. } **E.-H. MERRILL**, cu-
rators to the property of **JOSEPH FAILLE**, insolvent, and **L'UNION ST-PIERRE**, petitioner.

That certain emplacement fronting on Wellington street, in the city of Verdun, known as being the lots numbers one and two of the subdivision of the lot number five of the cadastre of a part of the lot number three thousand two hundred and sixty eight and of the subdivision lots numbers five and six of the subdivision of the lot number four of the cadastre of part of the lot number three thousand two hundred and sixty eight, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring over all thirty three feet in front by two hundred and five feet in depth in the northeastern line, and two hundred and seventeen feet in the southwestern line with a total superficies of six thousand nine hundred and ninety four feet, english measure, being thirty one feet more in superficies than the product of the dimensions given on account of the irregularity of the rear line—with a house thereon erected bearing civic numbers 1137-1137a-1139a, in said Wellington street. To be sold as a whole.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TWELVE o'clock NOON.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st July, 1917. 3620—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PROSPER GADBOIS**,
No 1812. } plaintiff; against **NAPO-**
LEON Germain, defendant.

That certain emplacement situate at Molson Park, in the city of Montreal, fronting on Shaw street, now known under the name of Rosemont Boulevard, known and designated as being the lot number two hundred and fifty, official subdivision of the primitive lot number two hundred and nine (209-250), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation, containing twenty eight feet

et deux pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 juillet 1917. 3621—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME JOSEPHINE
No 1546. } STANFORD, veuve
de William Lespérance et al, demandeurs ;
vs DAME ANNA BELLEAU, veuve de Willie
Lauzon, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Desery, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en bois et briques à trois étages, contenant cinq logements et autres dépendances dessus construites, portant les Nos 498, 500, 502, 504 et 506 de ladite rue Desery, et avec droit de passage dans la ruelle bornant ledit emplacement à sa profondeur; ledit emplacement étant connu et désigné comme lot No cinquante-trois, subdivision vingt (53-20), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 1er août 1917. 3623—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J.-HONORE CLAUDE,
No 1495. } demandeur ; vs
CARL ROSENBERG ET AL, défendeurs.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro vingt-quatre (No 24), de la subdivision officielle numéro dix (No 10), sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds (25) de front, par cent dix (110) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Laurent (aujourd'hui Boulevard Saint-Laurent)—avec bâtisses dessus y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 31 juillet 1917. 3625—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } NOE LECLAIRE, de-
No 891. } mandeur ; vs JACOB
VEBER, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga, sous le numéro douze cent quatre-vingt cinq, de la subdivision du lot originaire numéro

in width by eighty two feet and two inches in depth, more or less, english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st July, 1917. 3622—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME JOSEPHINE
No 1546. } STANFORD, widow
of William Lespérance et al, plaintiff's ; vs
DAME ANNA BELLEAU, widow of Willie
Lauzon, defendant.

That certain emplacement fronting on Desery street, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, containing twenty five feet in front by eighty eight feet in depth, the whole english measure and more or less—with a three storey frame and brick house containing five dwelling and other dependencies thereon erected, bearing the Nos. 498, 500, 502, 504 and 506 in said Desery street, and with a right of way in the lane bounding said emplacement at the rear thereof; said emplacement being known and designated as being the lot number fifty three, subdivision twenty (53-20), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 1st August, 1917. 3624—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } J.-HONORE CLAUDE,
No. 1495. } plaintiff ; vs CARL
ROSENBERG ET AL, defendants.

That certain lot of land situate in the city of Montreal, known and designated as being the number twenty four (No. 24), of the official subdivision of the lot number ten (No. 10), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Saint-Louis, containing twenty five (25) feet in front by one hundred and ten (110) feet in depth, english measure, more or less; fronting on Saint Lawrence street (now Saint Lawrence Boulevard)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st July, 1917. 3626—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } NOE LECLAIRE,
No. 891. } plaintiff ; vs JACOB
VEBER, defendant.

That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, county of Hochelaga, under the number twelve hundred and eighty five of the

quinze (15-1285), contenant vingt pieds de front sur soixante-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par l'avenue Hôtel-de-Ville, cité de Montréal, la juste moitié nord-ouest du lot voisin et contigu, portant le numéro douze cent quatre-vingt-six de la subdivision susdite ($\frac{1}{2}$ n.o. 15-1286), la dite subdivision officielle du lot originaire numéro quinze du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste contenant dix pieds de front sur soixante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front par l'avenue Hôtel-de-Ville, cité de Montréal, en arrière par une ruelle, du côté nord-ouest par le terrain ci-dessus désigné, et du côté sud-ouest par le résidu dudit lot officiel numéro douze cent quatre-vingt-six de la susdite subdivision—avec toutes les bâtisses et dépendances érigées sur lesdits lots.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 1er août 1917. 3649—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH-A. JACQUES,
No 4215. } demandeur; vs JOSEPH-ANTOINE-HILAIRE HEBERT, défendeur; et EUGENE POIRIER, notaire, de Montréal, curateur au délaissement.

Immeuble saisi comme ci-devant appartenant au défendeur et présentement dans la possession du curateur au délaissement.

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Denis, de ladite cité, connu et désigné comme étant la moitié sud du lot No 223 de la subdivision officielle du lot originaire No 8, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, district de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 1er août 1917. 3651—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHNELS-DALE MOLSON,
No 3986. } demandeur; vs PHILIPPE DANSEREAU, personnellement et comme tuteur à ses enfants mineurs nés de son mariage avec feu Dame Georgianna Leduc, à savoir:

Paul Dansereau, Rodolphe Dansereau, Alice Dansereau, et duement nommé comme tel en vertu d'une tutelle homologuée par le protonotaire de la cour supérieure, le 3 janvier 1914, et duement autorisé aux fins des présentes par un autre jugement de la cour supérieure rendu le 5 janvier 1914, et Albert Dansereau, partie aux présentes comme subrogé-tuteur nommé par ladite tutelle, défendeurs.

Saisi comme appartenant audit Philippe Dansereau et à ses enfants mineurs sus-nommés;

Un emplacement sis et situé dans le quartier Delorimier (Molson Park), dans la cité de Mont-

subdivision de la primitive lot number fifteen (15-1285), containing twenty feet in front by sixty five feet in depth, more or less, English measure; bounded in front by City Hall Avenue, city of Montreal, the exact northwestern half of the adjacent and contiguous lot, bearing the number twelve hundred and eighty six of the aforesaid subdivision (N. W. $\frac{1}{2}$ of 15-1286), the said official subdivision of the primitive lot number fifteen of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste containing ten feet in front by sixty five feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by City Hall Avenue, city of Montreal, in rear by a lane, on the northwestern side by the land above described, and on the southwestern side by the residue of said official lot number twelve hundred and eighty six of the aforesaid subdivision—with all the buildings and dependencies erected upon the aforesaid lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TWELVE o'clock NOON.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 1st August, 1917. 3650—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH-A. JACQUES,
No. 4215. } plaintiff; vs JOSEPH-ANTOINE-HILAIRE HEBERT, defendant; and EUGENE POIRIER, notary, of Montreal, curator to the surrender made herein.

Immoveable seized as formerly belonging to the defendant and now in the hands of the curator to the surrender property.

That certain emplacement lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint Denis street, of said city, known and designated as being the southern half of the lot No. 223 of the official subdivision of the primitive lot No. 8, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote-Saint-Louis, district of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 1st August, 1917. 3652—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN-ELSDALE MOLSON,
No. 3986. } plaintiff; vs PHILIPPE DANSEREAU, personally and also in his quality of tutor to his minor children issue of his marriage with the late Dame Georgianna Leduc, to wit:

Paul Dansereau, Rodolphe Dansereau, Alice Dansereau, duly appointed as such in virtue of a tutorship homologated by the prothonotary of the Superior Court, on the 3rd day of January, 1914, and duly authorized for the purposes herein by a further judgment of the Superior Court dated the 5th January, 1914, and Albert Dansereau, herein acting in his quality of subrogate tutor in virtue of said tutorship, defendants.

Seized as belonging to said Philippe Dansereau, and his minor children above mentioned:

One emplacement lying and situate in Delorimier ward (Molson Park), in the city of Montreal,

réel, formant le coin nord-est de l'avenue Delorimier et de la rue Beaubien, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros 100-101 et 102 de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation sous le numéro 208 (208-100, 101 et 102), les numéros 100 et 101 mesurant chacun 25 pieds de front par 112 de profondeur, et le numéro 102 mesurant 18 2/10 de front en avant et 22 3/10 en arrière par 112 de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 1er août 1917. 3653—31-2
[Première publication, 4 août 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH - EDOUARD
No 371. } BLANCHARD ET
JOSEPH-AVILA BLANCHARD, faisant affaires
comme entrepreneurs plombiers sous les nom et
raison sociale de "J.-E. Blanchard & Fils",
demandeurs; vs ADELARD GIGUERE,
défendeur.

1. Certains lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros quatre cent soixante-dix-sept, quatre cent soixante-dix-huit, quatre cent soixante-dix-neuf et quatre cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un (181-477, 478, 479 et 480), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; lesdits lots ayant front sur la rue portant le numéro quatre cent cinquante-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un auxdits plan et livre de renvoi, et étant bornés en arrière par une ruelle; et certains lots de terre portant les numéros quatre cent trente-cinq et quatre cent trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux desdits plan et livre de renvoi officiels; lesdits lots ayant front sur une rue portant le numéro quatre cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux dudit cadastre.

2. Certains lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros quatre cent quatre-vingt-dix-neuf, cinq cent, cinq cent un, cinq cent deux, cinq cent trois et cinq cent quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre de la Pointe-aux-Trembles; lesdits lots ayant front sur une rue portant le numéro quatre cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux dudit cadastre; lesdits lots ayant front respectivement sur les lots numéros quatre cent quarante-trois, quatre cent quarante-quatre, quatre cent quarante-cinq, quatre cent quarante-six, quatre cent quarante-sept et quatre cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux dudit cadastre; et lesdits lots de terre quatre cent quarante-trois, quatre cent quarante-quatre, quatre cent quarante-cinq, quatre cent quarante-six, quatre cent quarante-sept et quatre cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux dudit cadastre; lesdits lots ayant front sur une rue portant le numéro quatre cent

forming the north-east corner of Delorimier avenue and Beaubien street, composed of the lots of land known and designated under numbers 100-101 and 102 of the subdivision of the official lot known and designated upon the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Visitation under number 208 (208-100, 101 and 102); numbers 100 and 102 each containing 25 feet in front by 112 in depth, and number 102 measuring 18 2/10 in front and 22 3/10 in rear by 112 in depth, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 1st August, 1917. 3654—31-2
[First publication, 4th August, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH-EDOUARD
No. 371. } BLANCHARD AND
JOSEPH-AVILA BLANCHARD, carrying on
business as master plumbers under the name and
style of "J.-E. Blanchard & Fils", plaintiffs; vs
ADELARD GIGUERE, defendant.

1. Certain lots of land known and designated as being the lots numbers four hundred and seventy seven, four hundred and seventy eight, four hundred and seventy nine and four hundred and eighty of the the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one (181-477, 478, 479 and 480), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles; the said lots fronting on the street bearing the number four hundred and fifty one of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one on the said plan and book of reference, and bounded in the rear by a lane; and certain lots of land bearing the numbers four hundred and thirty five and four hundred and thirty six of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty two of the said official plan and book of reference; the said lots fronting on a street bearing the number four hundred and thirty four of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty two of the said cadastre.

2. Certain lots of land known and designated as being the lots numbers four hundred and ninety nine, five hundred, five hundred and one, five hundred and two, five hundred and three and five hundred and four of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one of the said cadastre of Pointe-aux-Trembles; the said lots fronting on a street bearing the number four hundred and fifty two of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty two of the said cadastre; the said lots fronting respectively on the lots numbers four hundred and forty three, four hundred and forty four, four hundred and forty five, four hundred and forty six, four hundred and forty seven and four hundred and forty eight of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty two of the said cadastre; and the said lots of land four hundred and forty three, four hundred and forty four, four hundred and forty five, four hundred and forty six, four hundred and forty seven and four hundred and forty eight of the official subdivision of the primitive lot number one

cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux dudit cadastre.

3. Certains lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros cinq cent six, cinq cent sept, cinq cent huit, cinq cent neuf et cinq cent dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre; lesdits lots ayant front sur une rue portant le numéro cinq cent douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre; et certains lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros quatre cent cinquante et quatre cent cinquante-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux dudit cadastre, ayant front sur une rue portant le numéro quatre cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux dudit cadastre; tous et chacun desdits lots étant bornés en arrière par une ruelle.

4. Certains lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros cinq cent treize, cinq cent quatorze, cinq cent quinze et cinq cent seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre, ayant front sur une rue portant le numéro cinq cent douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre, et étant bornés en arrière par une ruelle.

5. Certains lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros cinq cent dix-neuf, cinq cent vingt, cinq cent vingt-un, cinq cent vingt-deux, cinq cent vingt-trois, cinq cent vingt-quatre; cinq cent vingt-cinq, cinq cent vingt-six, cinq cent vingt-sept, cinq cent vingt-huit et cinq cent vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre, lesdits lots étant bornés en front par une rue portant le numéro cinq cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire cent quatre-vingt-un dudit cadastre, et en arrière par une ruelle.

6. Certains lots de terre portant les numéros cinq cent trente-sept, cinq cent trente-huit, cinq cent trente-neuf, cinq cent quarante et cinq cent quarante-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un (181-537, 538, 539, 540 et 541) dudit cadastre; lesdits lots ayant front sur une rue portant le numéro cinq cent douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre, et en arrière par une ruelle.

7. Certains lots de terre connus et désignés comme étant les numéros quatre cent quatre-vingt-quatorze et quatre cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux (182-494 et 495) dudit cadastre, ayant front sur une rue portant le numéro cinq cent douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre; et étant bornés en arrière par une ruelle.

8. Certains lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros cinq cent quarante-sept, cinq cent quarante-huit, cinq cent quarante-

hundred and eighty two of the said cadastre; the said lots fronting on a street bearing the number four hundred and fifty two of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty two of the said cadastre.

3. Certain lots of land known and designated as being the lots numbers five hundred and six, five hundred and seven, five hundred and eight, five hundred and nine and five hundred and ten of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one of the said cadastre; the said lots fronting on a street bearing the number five hundred and twelve of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one of the said cadastre; and certain lots of land known and designated as being the lots numbers four hundred and fifty and four hundred and fifty one of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty two of the said cadastre fronting on a street bearing the number four hundred and ninety three of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty two of the said cadastre; all and each of the said lots being bounded in the rear by a lane.

Certain lots of land known and designated as being the lots numbers five hundred and thirteen, five hundred and fourteen, five hundred and fifteen and five hundred sixteen of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one of the said cadastre fronting on a street bearing the number five hundred and twelve of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one of the said cadastre, and bounded in the rear by a lane.

5. Certain lots of land known and designated as being the lots numbers five hundred and nineteen, five hundred and twenty, five hundred and twenty one, five hundred and twenty two, five hundred and twenty three, five hundred and twenty four, five hundred and twenty five, five hundred and twenty six, five hundred and twenty seven, five hundred and twenty eight and five hundred and twenty nine of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one of the said cadastre; the said lots being bounded in front by a street bearing the number five hundred and thirty five of the official subdivision of the said primitive lot one hundred and eighty one of the said cadastre, and in the rear by a lane.

6. Certain lots of land bearing the numbers five hundred and thirty seven, five hundred and thirty eight, five hundred and thirty nine, five hundred and forty and five hundred and forty one of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one (181-537, 538, 539, 540 et 541) of the said cadastre; the said lots fronting on a street bearing the number five hundred and twelve of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one of the said cadastre, and in the rear by a lane.

7. Certain lots of land known and designated as being the numbers four hundred and ninety four and four hundred and ninety five of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty two (182-494 and 495), of the said cadastre, fronting on a street bearing the number five hundred and twelve of the official subdivision number one hundred and eighty one of the said cadastre, and bounded in the rear by a lane.

8. Certain lots of land known and designated as being the lots numbers five hundred and forty seven, five hundred and forty eight, five hundred

neuf, cinq cent cinquante, cinq cent cinquante-un, cinq cent cinquante-deux et cinq cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un (181-547, 548, 549, 550, 551, 552 et 553) dudit cadastre; ayant front sur une rue portant le numéro cinq cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-un dudit cadastre, et étant bornés en arrière par une ruelle.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 1er août 1917. 3655—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **ARTHUR DURO-**
No 1739.) **CHER**, demandeur;
vs E. CARON, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Bordeaux, et formant le numéro trois cent dix de la subdivision du lot No deux cent neuf (209-310), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, comté d'Hochelaga; borné en front par la rue Bordeaux, mesurant 25 pieds de largeur par 84 pieds de profondeur, mesure anglaise—avec une bâtisse à deux étages en bois, lambrissée en brique portant les numéros civiques 2524-2526 de ladite rue Bordeaux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 10 juillet 1917. 3367—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **LES COMMISSAIRES**
No 9165.) **D'ECOLES POUR**
LA MUNICIPALITE DE SAINT-GEORGES, dans le comté d'Hochelaga, une corporation légalement constituée ayant son principal siège en la cité de Montréal, district de Montréal, demandeurs; vs **JOSEPH-ANTOINE-HILAIRE HEBERT**, notaire, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Laurier, à Montréal, connu et désigné comme étant partie de la subdivision No 3, de la subdivision 19, du lot originaire No 12, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, contenant 25 pieds de front par 105 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées; laquelle partie de lot est bornée comme suit: en front par la rue Mance, en arrière, par partie du même lot servant de ruelle commune, du côté nord-ouest, par la partie nord-ouest du même lot contenant 20 pieds de largeur, et du côté sud-est, par la partie sud-est du lot No 12-19-3, contenant 10 pieds de largeur et formant partie du passage ci-après mentionné. Avec droit de passage à perpétuité, tant à pied qu'en voiture, dans la ruelle ou passage qui conduit de la rue Mance en arrière de partie du lot présentement décrit et débouchant dans une ruelle commune, cette ruelle commune est composée de 12 pieds de largeur dudit lot No 3 et est formée de l'arrière

and forty nine, five hundred and fifty, five hundred and fifty one, five hundred and fifty two and five hundred and fifty three of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one (181-547, 548, 549, 550, 551, 552 and 553), of the said cadastre; fronting on a street bearing the number five hundred and thirty five of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and eighty one of said cadastre, and bounded in the rear by a lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 1st August, 1917. 3656—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **ARTHUR DURO-**
No. 1739.) **CHER**, plaintiff;
vs E. CARON, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Bordeaux street, and forming the number three hundred and ten of the subdivision of the lot number two hundred and nine (209-310), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation, county of Hochelaga; bounded in front by Bordeaux street, measuring 25 feet in width by 84 feet in depth, English measurement—with a two story wooden building lined in brick bearing the civic numbers 2524-2526 of the said Bordeaux street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 10th July, 1917. 3368—28-2
[First publication, 14th July, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **THE SCHOOL COM-**
No. 9165.) **MISSIONERS FOR**
THE MUNICIPALITY OF SAINT-GEORGE, in the county of Hochelaga, a legally constituted corporation with its principal place of business in the city of Montreal, plaintiffs; vs **JOSEPH-ANTOINE-HILAIRE HEBERT**, notary, defendant.

An emplacement situate in Laurier ward, of Montreal, known and designated as being part of the subdivision No. 3, of the subdivision 19, of the primitive lot No. 12, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Saint-Louis, containing 25 feet in front by 105 feet in depth, English measurement, more or less—with all the buildings thereon erected; which part of lot is bounded as follows: in front by Mance street, in the rear by part of the same lot used as a common lane, on the northwest side by the northwest part of the same lot containing 20 feet in width, and on the southeast side by the southeast part of the lot No. 12-19-3, containing 10 feet in width, and forming part of the passage hereinafter mentioned. With right of way in perpetuity, both on foot and in vehicle, in the lane or passage leading from Mance street, in the rear of part of the lot presently described and issuing on to a common lane, the said common lane is composed of 12 feet in width of the said lot No. 3 and is formed of the

partie dudit lot, dont il est plus haut question; ledit passage pour aller à la rue Mance est de 10 pieds de largeur sur la profondeur dudit lot No 3 et de 2 pieds de largeur sur la profondeur de la subdivision No 2 de la subdivision 19 du lot No 12 et étant contigu du côté sud-est au dit lot No 3, lequel passage et ruelle sont en commun avec d'autres.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 10 juillet 1917. 3369—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **THE ST. LAWRENCE**
No 1563.) **FLOUR MILLS CO.,**
LIMITED, corporation légale dûment constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **JOSEPH GRATTON**, défendeur.

Deux lots de terre vacants situés dans le quartier Longue-Pointe, de la cité de Montréal, portant les numéros deux cent vingt-quatre et deux cent vingt-cinq (Nos 224 et 225) de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornés en front par la rue Lagauchetière, avec droit de passage dans la ruelle située en arrière des dits lots en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juillet 1917. 3383—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **DEMOISELLE MARIE-**
No 2830.) **THARSILE GONÉ,**
fille majeure et usant de ses droits, demanderesse; vs **JOSEPH-GUSTAVE-M. POIRIER**, défendeur, et **J.-M.-G. LAMOUREUX**, curateur au délaissement.

Un lot de terre ayant front sur la rue Orchard, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-six de la subdivision officielle du numéro trois mille six cent seize, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec maison dessus construite, et droit de passage dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juillet 1917. 3385—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917].

rear part of the said lot of which there is above mention; the said passage going Mance street, is 10 feet in width by the depth of the said lot No. 3, and of 2 feet in width by the depth of the subdivision No. 2 of the subdivision 19 of lot No. 12, and contiguous to the southeast side to the said lot No. 3—which passage and lane are in common with others.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 10th July, 1917. 3370—28-2
[First publication, 14th July, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **THE ST. LAWRENCE**
No. 1563.) **FLOUR MILLS CO.,**
LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **JOSEPH GRATTON**, defendant.

Two vacant lots of land situate in Longue Pointe ward of the city of Montreal, bearing the numbers two hundred and twenty four and two hundred and twenty five (224 and 225) of the subdivision of the lot number three hundred and ninety seven (397), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, each containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, all english measurement and more or less; bounded in front by Lagauchetière street, with right of way in the lane situate at the rear of the said lots in common with all others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th July, 1917. 3384—28-2
[First publication, 14th July, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **MISS MARIE-THAR-**
No. 2830.) **SILE GONÉ**, spin-
ster in her full legal capacity, plaintiff; vs **JOSEPH-GUSTAVE-M. POIRIER**, defendant, and **J.-M.-G. LAMOUREUX**, curator to the sur-render.

A lot of ground fronting on Orchard street, in the city of Montreal, known and designated under the number two hundred and twenty-six of the official subdivision of number three thousand six hundred and sixteen, of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal—with the house thereon erected, and right of way in the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX.

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th July, 1917. 3386—28-2
[First publication, 14th July, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME AURORE**
No 2517. } **LEDUC**, épouse
judiciairement séparée de biens de Jean-Marie-Alphonse Daoust et de ce dernier dûment autorisée, demanderesse; vs J.-ERNEST PEPIN, défendeur.

Un immeuble étant la subdivision soixante du lot originaire numéro sept (7-60), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-de-la-Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de front par soixante-dix pieds et six pouces dans une ligne et soixante-dix pieds et trois pouces dans l'autre ligne; borné en front par la rue Franchère, ci-devant Dufresne—avec maison et bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 1361 et 1363 de la dite rue Franchère, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec les autres y ayant droit, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juillet 1917. 3387—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **GEORGE KYDD**, de-
No 2836. } mandeur; vs JAC-
QUES LAMOTHE, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs NAZAIRE, ROSE-ANNA, ALBERT, GLORIANNA et MARIE-JEANNE LAMOTHE, défendeurs.

Les lots connus et désignés comme étant les subdivisions numéros quatre cent soixante-six et quatre cent soixante-sept de la subdivision officielle du lot No cent quatre-vingt-trois (Nos 183-466, 183-467), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation—avec bâtisses dessus érigées, ayant front sur la rue Charlemagne, cité de Montréal, et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juillet 1917. 3389—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE-EU-**
No 433. } **EUCARISTE**
NORMANDIN, veuve de feu RAPHAEL BELLEMARE, demanderesse, vs DAME ELZIRE CANTIN, épouse séparée de biens de Joseph Léonard, et par ce dernier dûment autorisée, défenderesse.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, contenant quarante-huit pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant connu et désigné sous le numéro cent soixante et deux de la subdivision officielle du lot numéro originaire quatre-vingts, des plans et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga—avec une maison por-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME AURORE LE-**
No. 2517. } **DUC**, wife judicially
separated as to property of Jean-Marie-Alphonse Daoust and by the latter duly authorized, plaintiff; vs J.-ERNEST PEPIN, defendant.

An immoveable being subdivision sixty of the original lot number seven (7-60), upon the official plan and book of reference for the village of Côte-de-la-Visitation, measuring twenty-five feet in front by seventy feet and six inches on one side and seventy feet three inches on the other side; bounded in front by Franchère street, formerly Dufresne—with house and the buildings thereon erected bearing civic numbers 1361 and 1363 of the said Franchère street, with right of way in the lane in rear in common with others having right therein, as the whole now subsists with active and passive servitudes apparent and non-apparent to the said immoveable attached.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th July, 1917. 3388—28-2
[First publication, 14th July, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **GEORGE KYDD**, plain-
No. 2836. } tiff; vs JACQUES
LAMOTHE, in his own name and in his quality of tutor to his minor children NAZAIRE ROSE-ANNA, ALBERT, GLORIANNA and MARIE-JEANNE LAMOTHE, defendants.

The lots known and designated as subdivisions numbers four hundred and sixty six and four hundred and sixty seven of the official subdivision of lot No. one hundred and eighty three (Nos. 183-466, 183-467), upon the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte-de-la-Visitation—with the buildings thereon erected, fronting on Charlemagne street, city of Montreal, and forming one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th July, 1917. 3390—28-2
[First publication, 14th July, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARIE-EU-**
No. 433. } **CHARISTE NOR-**
MANDIN, widow of the late Raphael Bellemare, plaintiff; vs DAME ELZIRE CANTIN, wife separated as to property of Joseph Léonard, and by the latter duly authorized, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, containing forty eight feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measuremen and more or less, and being known and designated under the number one hundred and sixty two of the official subdivision of the lot primitive number eighty, on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga—

tant les numéros civiques 492 à 502A, inclusive-
ment, de la rue Moreau.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain,
à TROIS heures de l'après midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 juillet 1917. 3391—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917.]

with a house bearing the civic numbers 492 to
502A, inclusively, of Moreau street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at
THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 11th July, 1917. 3392—28-2
[First publication, 14th July, 1917.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } B. CASIMIR BEDARD,
No 98. } journalier, de Stada-
cona, Limoilou ; contre LOUIS LABRANCHE,
de Québec, à savoir :

Avis est par le présent donné que les immeubles
quatrièmement et cinquièmement décrits saisis
en la présente cause, qui devaient être vendus à
dix heures du matin, le vingt-septième jour
d'avril dernier, à mon bureau, en la cité de Québec,
et qui ne l'ont pas été, seront vendus à DIX heu-
res du matin, le VINGT ET UNIEME jour
d'AOUT courant, au même endroit. Pour être
vendus en bloc, et sujet à la charge d'une rente
foncière annuelle pour le lot quatrièmement
décrit de \$21.00, et \$22.05 pour le lot cinquiè-
ment décrit, payables le premier mai de chaque
année aux révérendes dames religieuses de
l'Hôtel-Dieu de Québec.

Le député shérif,
ED. BEGIN.

Bureau du shérif.

Québec, 2 août 1917. 3671
Première publication, 4 août 1917.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } EDMOND AUGER, cul-
No 1976. } tivateur, de la paroisse
de Saint-Ubalde comté de Portneuf ; contre
DAME VERONIQUE GAUTHIER, de Saint-
Ubalde, épouse de Jean-Baptiste Emond, cul-
tivateur, du même lieu, et ledit Jean-Baptiste
Emond mis en cause pour autoriser sadite
épouse aux fins des présentes, à savoir :

Le lot No 181 (cent quatre-vingt-un), du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde,
comté de Portneuf, étant une terre contenant
une largeur de deux arpents sur une profondeur
de vingt-six arpents, située dans le rang Saint-
Achille—avec maison et autres bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, le
SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain,
à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
ED. BEGIN.

Bureau du shérif.

Québec, 2 août 1917. 3673—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]
Deuxième publication, 18 août 1917.]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } B. CASIMIR BEDARD,
No. 98. } laborer, of Stadacona,
Limoilou ; against LOUIS LABRANCHE, of
Quebec, to wit :

Notice is hereby given that the immoveables
fourthly and fifthly described seized in the present
cause, and formerly announced to be sold at ten
o'clock in the forenoon, on the twenty seventh
day of April last, at my office, in the city of
Quebec, and which were not sold, will be sold at
TEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY
FIRST day of AUGUST instant, at the same
place. To be sold as a whole, *en bloc*, the lot
fourthly described being subject to an annual
ground rent of \$21.00, and the lot fifthly described
to one of \$22.05, payable the first May of every
year to the Rev. Dames Religieuses de l'Hôtel-
Dieu de Québec.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 2nd August, 1917. 3672
[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } EDMOND AUGER, farmer,
No. 1976. } of the parish of Saint
Ubalde county of Portneuf ; against DAME
VERONIQUE GAUTHIER, of Saint-Ubalde,
wife of Jean-Baptiste Emond, farmer, of the
same place, and the said Jean-Baptiste Emond,
mis-en-cause to authorize his said wife for the
purposes hereof, to wit :

The lot No. 181 (one hundred and eighty one),
of the official cadastre for the parish of Saint-
Ubalde, county of Portneuf, being a farm of two
arpents in width by twenty six arpents in depth,
situated in Saint-Achille range—with a house
and other buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of
Saint-Ubalde, county of Portneuf, on the
SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN
o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 2nd August, 1917. 3674—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]
[Second publication, 18th August, 1917.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } **L. M. DÉCHÈNE,**
 No 5701. } **M.D. ; vs DONAT**
GAUTHIER, Sayabec, savoir :

Le lot numéro cinq cent trente-trois au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec —avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Marie-de-Sayabec, le CINQ SEPTEMBRE prochain 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif.

Rimouski, 2 août 1917.

3661—31-2

[Première publication, 4 août 1917.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **L. M. DÉCHÈNE,**
 No. 5701. } **M. D. ; vs DONAT**
GAUTHIER, Sayabec, to wit :

The lot number five hundred and thirty three on the official cadastre of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Sainte-Marie-de-Sayabec, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,

Sheriff.

Sheriff's office.

Rimouski, 2nd August, 1917.

3662—31-2

[First publication, 4th August, 1917.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **JOHN ROBER-**
 No 712. } **SON & SON (E)**

Ltd., corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; contre MARIE-ANGELINA DUPUIS, du canton de Hereford, dans le district de Saint-François, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Ernest-P. Chouinard, hôtelier, du dit canton de Hereford, faisant commerce audit canton de Hereford comme hôtelier d'une maison de tempérance sous les nom et raison sociale de "E.-P. Chouinard & Cie.", et ledit Ernest-P. Chouinard pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Saisi comme appartenant à ladite défenderesse Marie-Angéline Dupuis:

Un certain morceau de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le township de Hereford, comme étant le lot numéro six "B" (6 "B") dans le premier rang dudit township, contenant un acre et demi de terre—avec les bâtisses dessus construites sauf et excepté cette partie dudit lot de terre vendue au gouvernement de la puissance du Canada, contenant quatorze mille six cent soixante-quatre pieds de terre et décrite dans une main-levée d'hypothèque faite par J.-I. Mackie, N. P., sous le numéro 19503, le 29 décembre 1913.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Hereford, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1917, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

HENRY AYLMEY.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 1er août 1917.

3663—31-2

[Première publication, 4 août 1917.]

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Francis.

Saint Francis, to wit: } **JOHN ROBERSON**
 No. 712. } **& SON (E) LTD., a**

body politic and corporate, havng its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against MARIE ANGELINA DUPUIS, of the township of Hereford, in the district of Saint Francis, wife separated as to property by marriage contract of Ernest-P. Chouinard, hotelkeeper, of said township of Hereford, carrying on business at the said township of Hereford as keeper of a temperance hotel under the name and style of "E. P. Chouinard & Cie"; and the said Ernest-P. Chouinard to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendants.

Seized as belonging to said defendant Dame Marie Angéline Dupuis.

That certain piece and parcel of land known and designated on the official plan and book of reference for the township of Hereford, as being the lot number six "B" (6 "B") in the first range of said township, containing one acre and a half of land—with the buildings thereon erected save and except therefrom that part of said lot of land sold to the Dominion Government, containing fourteen thousand six hundred and sixty four feet of land and described in a discharge of hypothec made by J.-I. Mackie, N. P., under the number 19503, on the 29th December, 1913.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Hereford, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, 1917, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 1st August, 1917.

3664—31-2

[First publication, 4th August, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **LA COMPAGNIE**
 No 222. } **MASSEY-HAR-**

RIS, LIMITEE, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; contre ACHILLE BOLDUC, de Notre-Dame-des-Bois, dans le district de Saint-François, défendeur.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **THE MASSEY HAR-**
 No. 222. } **RIS COMPANY,**

LIMITED, a body politic and corporate with its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against ACHILLE BOLDUC, of Notre-Dame-des-Bois, in the district of Saint Francis, defendant.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Les biens immobiliers avec améliorations dessus faites et construites et décrits comme suit d'après les livres de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Chesham, dans le district de Saint-François, savoir: le lot numéro quarante-deux (42) et la moitié ouest du lot numéro quarante-trois A (43-A), y compris de plus un autre morceau de terrain formant partie de la moitié est dudit lot numéro quarante-trois A (43-A), contenant deux cent quinze (215) pieds de profondeur par quarante-cinq (45) pieds de largeur à partir du chemin du Roi et longeant dans la ligne entre la moitié est et la moitié ouest dudit lot, tous dans le cinquième (5) rang dudit canton de Chesham.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, 1917, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 11 juillet 1917. 3365—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917.]

Seized as belonging to the said defendant:

The immoveable property with improvements thereon made and erected and described as follows in the official books of reference of the cadastre for the township of Chesham, in the district of Saint Francis, to wit: The lot number forty two (42) and the west half of the lot number forty three A (43-A), including in addition another piece of land forming part of the eastern half of the said lot number forty three A (43-A), containing two hundred and fifteen (215) feet in depth by forty five (45) feet in width from the King's highway and running along the line between the eastern and the western half of the said lot—all in the fifth (5) range of the said township of Chesham.

To be sold in block at the church door of the parish of Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, 1917, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 11th July, 1917. 3366—28-2
[First publication, 14th July, 1917.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } DAME PHILLO-
District de Montréal, } MENE AUBRY
No 2933, à savoir: } demanderesse; vs OS-
WALD LADOUCEUR, défendeur.

La nue propriété de l'immeuble portant le numéro deux cent trente-huit (No 238), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac—avec bâtisses dessus érigées, à la charge par l'adjudicataire de respecter la jouissance et l'usufruit que Dame Marguerite Ladouceur, épouse de Joseph Aubry, a sur ladite propriété pour une période de dix années, à compter du 8 février 1916.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

PREVOST & CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 10 juillet 1917. 3377—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA SOCIETE D'AD-
District de Montréal, } MINISTRATION
No 5026, à savoir: } GENERALE, de-
manderesse, es-qual., vs H. GUINETTE ET AL.

La partie nord de certains lots de terre situés en la paroisse de Saint-Jovite, et connus et désignés sous les numéros six et sept (Nos 6 et 7) du deuxième rang du canton de Grandison, comté de Terrebonne, d'une profondeur d'environ trois arpents à partir des lots du troisième rang à aller au premier dévalage au sud de la rivière au Diable; bornés à l'est par partie du lot numéro cinq et à l'ouest par partie du lot numéro huit, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grandison—avec et y compris tous les droits desdits débiteurs dans et sur le pouvoir d'eau qui

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME PHILLO-
District of Montreal, } MENE AUBRY,
No. 2933, to wit: } plaintiff; vs OSWALD
LADOUCEUR, defendant.

The sole ownership of the immoveables bearing the number two hundred and thirty eight (No. 238), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph-du-Lac—with buildings thereon erected, subject to the charge of the purchaser respecting the enjoyment and the usufruct that Dame Marguerite Ladouceur, wife of Joseph Aubry, has upon the said property for a period of ten years, counting from the 8th of February, 1916.

To be sold at the door of the Catholic church of the parish of Saint-Joseph-du-Lac, county of Two Mountains, district of Terrebonne, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PREVOST & CYR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte-Scholastique, 10th July, 1917. 3378—28-2
[First publication, 14th July, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LA SOCIETE D'AD-
District of Montreal, } MINISTRATION
No. 5026, to wit: } GENERALE, Plaintiff;
es-qualité, vs H. GUENETTE et al.

The north part of certain lots of land situate in the parish of Saint-Jovite, and known and designated under the numbers six and seven (6 and 7) of the second range of the township of Grandison, county of Terrebonne, of a depth of about three arpents from the lots of the third range up to the first slide on the south of the river au Diable, bounded on the east by part of the lot number five and on the west by part of the lot number eight, on the official plan and book of reference of the township of Grandison—with and including all the rights of the said debtors in and upon the

se trouve sur ledit terrain, ainsi que tous moulins, digues ou autres constructions et dépendances ou installations pour le développement des forces hydrauliques et la production de l'énergie électrique.

Pour être vendu à la porte de l'église ca holique du village de Saint-Jovite, comté et district de Terrebonne, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain 1917, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
PREVOST & CYR.

Bureau du shérif.
Sainte-Scholastique, 10 juillet 1917.
3379—28-2
[Première publication, 14 juillet 1917].

KAMOURASKA

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Kamouraska.
Fraserville, à savoir: } JOSEPH - OSCAR LE-
No 361. } J VESQUE, curateur,
et ELIPHAS BEAULIEU dit HUDON, failli.

Un certain circuit de terre ou emplacement situé sur le premier rang de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, de cinquante pieds de front sur le chemin public et de soixante-cinq pieds de front au bout de la profondeur sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise; borné à l'est au chemin du Lac, à l'ouest à Dame Georges Bérubé, au sud à Appollinaire Bouchard et au nord à Antoine Landry, et faisant partie du numéro soixante-dix-huit (No 78) du cadastre de ladite paroisse de Notre-Dame-du-Lac, à charge d'une rente annuelle de dix piastres payable à Dame Georges Bérubé.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.
Fraserville, 1er août 1917. 3675—31-2
[Première publication, 4 août 1917.]

Lettres patentes

"Bellerive Towing Company"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30ième jour de juillet 1917, constituant en corporation MM. Hugh Mackay, avocat et conseil du roi, Edson Grenfell Place, avocat, George Wilton Rowell, comptable, et Marie-Zaire Pilon, sténographe, tous de la cité de Montréal, et Gordon Balfour Kingan, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal dans les buts suivants:

Se livrer au commerce du transport des voyageurs, du fret, des effets, denrées et marchandises, du bois, du minerai, du charbon, du grain ainsi que des autres articles d'aucune nature quelconque, par terre et mer; se livrer aux opérations

water power that is on the said land and also all mills dams or other constructions and dependencies or installations for the development of hydraulic power and the production of electrical energy.

To be sold at the door of the Catholic church of the village of Saint-Jovite, county and district of Terrebonne, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, 1917, at TWO o'clock in the afternoon.

PREVOST & CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sainte-Scholastique, 10th July, 1917.
3380—28-2
[First publication, 14th July, 1917.]

KAMOURASKA

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska.
Fraserville, to wit: } JOSEPH - OSCAR LE-
No. 361. } J VESQUE, curator, and
ELIPHAS BEAULIEU ALIAS HUDON, insolvent.

That certain piece and parcel of land or emplacement situate in the first range of the parish of Notre-Dame-du-Lac—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, of fifty feet in front on the public road and of sixty five feet in width at the rear by one hundred feet in depth, the whole more or less, english measure; bounded on the east by the Lake road, on the west by Dame Georges Bérubé, on the south by Apollinaire Bouchard and on the north by Antoine Landry, and forming part of the lot number seventy eight (No. 78) of the cadastre of said parish of Notre-Dame-du-Lac, subject to an annual ground rent of ten dollars payable to Dame Georges Bérubé.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-du-Lac, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,
Sheriff.

Sheriff's office.
Fraserville, 1st August, 1917. 3676—31-2
[First publication, 4th August, 1917.]

Letters patent

"Bellerive Towing Company"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of July, 1917, incorporating MM. Hugh Mackay, advocate and King's Counsel; Edson Grenfell Place, advocate; George Wilton Rowell, accountant; Marie Zaire Pilon, stenographer, of Montreal and Gordon Balfour Kingan, accountant, of the city of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of the transportation of passengers, freight, goods, wares, merchandise, timber, ore, coal, grain and other articles of any nature whatsoever upon land and water and to carry on the business of towing, wrecking and

de touage, renflouage et sauvetage, sous toutes leurs formes, sur rivières navigables ou flottables de la province de Québec;

Dessiner, en faire les devis, construire, acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, réparer, altérer, entretenir, mettre en activité, administrer, vendre, échanger, concéder à bail, affréter ou autrement disposer et aliéner des bateaux, navires et vaisseaux de toutes sortes, mûs par la vapeur, l'électricité ou autrement, des barges, bacs, remorqueurs et toutes autres sortes de vaisseaux; appareils de touage, sauvetage et renflouage, des quais, pontons, jetées, cales-à-sec fixes et mobiles, chantiers maritimes et de construction navale, navires, bassins, chemins de fer maritimes, charbonneries, réseaux télégraphiques et téléphoniques ou stations de télégraphie sans fils, sur la propriété de la compagnie, et construire ou aider à construire et entretenir des routes, des barges, des viaducs, et toutes structures accessoires, les appareils et l'outillage nécessaires en rapport avec ce qui précède;

Des navires à vapeur et des terminaux pour la navigation à vapeur, des chantiers et facilités pour le transport des hangars à marchandises, des entrepôts et accommodations pour l'emmagasinement, des gares ou salles d'attentes pour les voyageurs, et généralement toutes les commodités de terminus nécessaires aux objets du commerce de la corporation;

Des usines et structures pour la fabrication des machines ou de l'outillage ainsi que toutes les fournitures nécessaires aux navires, bateaux à vapeur et aux vaisseaux généralement et à leur armement;

Des usines à force motrice, structures, installations et l'outillage nécessaires au développement, à la génération, à la transmission ou à l'utilisation de la force hydraulique, à vapeur, électrique ou autres, aussi les structures et installations requises en rapport avec ce qui précède;

Acquérir par achat ou autrement, détenir et posséder, vendre, louer ou aliéner des bâties, terrains, lots de grève, droits, pouvoirs, mines, minéraux, droits miniers et aucun droits ou biens d'aucune espèce utiles à la compagnie ou à aucun de ses objets;

Etre agents, facteurs, agents de transport, gardiens de quais, entrepositaires, expéditeurs et voituriers par terre et par mer, aussi vendre et trafiquer d'aucune catégorie de marchandises;

Construire, acheter, utiliser, louer ou autrement exploiter des élévateurs et toutes sortes d'engins pour le chargement et le déchargement des navires;

Vendre des billets aux voyageurs ou pour l'expédition des marchandises, et à cette fin conclure toutes sortes d'arrangements avec d'autres compagnies de transport pour transporter les personnes, les animaux ou les denrées, et faire continuer ce transport, une fois commencé, par d'autres compagnies de transport;

Construire et acquérir des estacades et aucunes autres structures ou installations nécessaires au flottage des billes et produits similaires;

Conclure aucun arrangement avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, qui semblera propre à réaliser les objets de la compagnie ou aucun d'iceux, et obtenir de cette autorité aucuns droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces conventions, droits, privilèges ou concessions, et s'y conformer;

Exercer un commerce général de charbon, et faire pour cela toutes espèces de conventions

salvage in all and any of its branches in and over any of the navigable or floatable waters within the province of Quebec. ;

To design, lay out, construct, purchase, take in exchange, lease, charter or otherwise acquire, repair, alter, maintain, operate, manage, sell, exchange, let out to hire, charter or otherwise deal with and dispose of boats, vessels and ships of all kinds, whether operated by steam, electricity or otherwise, barges, scows, tugs, and all other sorts of boats; towing, salvage and wrecking outfits, wharves, piers, docks, dry docks, floating docks, dock yards, ship-building yards, slips, basins, marine railways, coaling apparatus and telegraph and telephone lines or wireless telegraphy stations upon the company's property, and to construct or assist in constructing and maintaining roads, barges, viaducts and all incidental structures, appliances and equipment which may be required in connection therewith ;

Steamships and steamboat terminals, transportation facilities and yards, freight-sheds, warehouses and storage facilities generally, depots or waiting rooms for travellers and generally, all terminal facilities which may be required for the purposes of the Company's business ;

Shops and works for the manufacture of machinery or equipment and all supplies for steamships, steamboats and vessels generally and their equipment ;

Power houses, structures, plant and equipment for development or generation, transmission or utilization of water, steam, electricity or other power, and structures and plant required in connection therewith ;

To acquire by purchase or otherwise, and to hold and own, sell, lease or dispose of buildings, lands, water lots, rights, powers, mines, minerals and mining rights and any other rights or properties of any nature useful to the company or any of its objects ;

To act as agents, commission agents, cartage agents, wharfingers, warehousemen, forwarders and carriers by land and water, and to sell and deal in any forms of merchandise ;

To construct, purchase, use, lease or otherwise exploit elevators and all sorts of engines for loading and unloading vessels ;

To sell tickets to travellers or for the transportation of merchandise and for this purpose to conclude all sorts of arrangements with other transportation company or companies for the transportation of persons, animals or merchandise, and to continue such transportation when already commenced by any other transportation company or companies ;

To build and operate booms and any other constructions or facilities which may be required for the transportation of logs and similar products ;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges or concessions ;

To carry on a general coal business and to conclude for this purpose all sorts of arrangements

avec d'autres compagnies qui vendent du charbon ou en font négoce ainsi qu'avec d'autres compagnies de transport qui en trafiquent;

Acquérir des lettres patentes d'inventions, des brevets, procédés, concessions, licences, marques de commerce, droits d'auteurs et d'autres privilèges de même nature en rapport avec tout ce qui convient à l'objet de la compagnie, les faire valoir par fabrication ou exploitation, en accordant des licences à leur sujet, ou autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, en considération de ce que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre corporation;

Acquérir, acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'entreprise, de la propriété, de l'actif, des privilèges, contrats, droits, soumissions, du passif d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la présente corporation;

Souscrire ou acquérir par achat, bail ou autrement, des parts, obligations, débetures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie exerçant, sur le point d'exercer ou de se livrer au commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou à aucun négoce semblable en tout ou en partie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Emettre des actions libérées, des actions-obligations, des débetures, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété ou d'aucuns droits qu'on pourra acquérir, ou des services rendus ou qu'il aura été convenu de rendre, pour ouvrage fait ou qu'il aura été convenu de faire pour la compagnie; pour acquitter les dettes et satisfaire aux obligations de la corporation, pour prélever des deniers ou pour aucun autre objet de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses qu'autorisent les présentes, soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs, fidéicommissaires, ou agents pour d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation d'aucun des objets précités;

Aucun pouvoir accordé par aucun paragraphe des présentes ne sera restreint par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "Bellerive Towing Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juillet 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
3667—31-2 C.-J. SIMARD.

with other companies selling or otherwise dealing in coal and with other transportation companies dealing therein;

To acquire letters patent of invention, patent rights, processes, concessions, licenses, trademarks copyrights and other privileges of like nature connected with anything convenient for the purposes of the company, and to turn the same to account by manufacturing or working same or granting licenses in respect thereof or otherwise,

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular the shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, purchase or assume all or any part of the business, undertaking, property, assets, privileges, contracts, rights, applications and liabilities of any company, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To subscribe for or to acquire by purchase, lease or otherwise, the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto in whole or in part and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by or for any services rendered or agreed to be rendered, or for work done or agreed to be done for the company; or in or towards the payment and satisfaction of debts or liabilities owing by the company or for raising money for any other purpose of the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors, trustees or agents of others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Bellerive Towing Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of July, 1917.

C.-J. SIMARD,
3668—31-2 Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor (service des assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

Avis est par le présent donné que "The Russian-Polish Hebrew Sick Benefit Association" n'ayant pas satisfait aux dispositions de la loi relativement à la transmission de l'état annuel de ses affaires pour l'année finissant le 31 décembre 1916, le permis accordé à ladite société n'a pas été renouvelé, et en conséquence, ladite

Notice is hereby given that the Russian-Polish Hebrew Sick Benefit Association, having not complied with the provisions of the law concerning the filing of annual statement of its affairs as to 31st December, 1916, the license granted to the said association has not been renewed, and therefore, the said association is

société n'est plus autorisée à transiger des affaires de société de secours mutuels dans cette province.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce deuxième jour d'août 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec.

L'assistant-trésorier de la province,

3677—31-2

ALEX. HYDE.

Avis est par le présent donné que "The Montefiore Protective & Mutual Benefit Association of Montreal", n'ayant pas satisfait aux dispositions de la loi relativement à la transmission de l'état annuel de ses affaires pour l'année finissant le 31 décembre 1916, le permis accordé à ladite société n'a pas été renouvelé, et en conséquence, ladite société n'est plus autorisée à transiger des affaires de société de secours mutuels dans cette province.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce deuxième jour d'août 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec.

L'assistant-trésorier de la province,

3679—31-2

ALEX. HYDE.

Avis est par le présent donné que la "Société de Secours Mutuels Notre-Dame-de-Montréal" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels à l'effet de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres, payer des frais funéraires à leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil datée du douzième jour de juillet 1917.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce trentième jour de juillet 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec,

L'assistant-trésorier de la province,

3683

ALEX. HYDE.

not further authorized to transact business as a mutual benefit association in this province.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, this second day of August, 1917.

For the Treasurer of the Province of Québec.

ALEX. HYDE,

3678—31-2

Assistant Provincial Treasurer.

Notice is hereby given that The Montefiore Protective & Mutual Benefit Association of Montreal, having not complied with the provisions of the law concerning the filing of annual statement of its affairs for the year ending 31st December, 1916, the license granted to the said association has not been renewed, and therefore, the said association is not further authorized to transact business as a mutual benefit association in this province.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, this second day of August, 1917.

For the Treasurer of the Province of Québec.

ALEX. HYDE,

3680—31-2

Assistant Provincial Treasurer.

Notice is hereby given that the "Société de Secours Mutuels Notre-Dame-de-Montréal" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes, by means of contributions from its members, for those of its members who are afflicted by sickness, accident or reverse of fortune, and in case of death of members, to pay funeral expenses to their widows, orphans or legal representatives, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council date of the twelfth day of July, 1917.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the province of Québec, 1909, this thirtieth day of July, 1917.

For the treasurer of the province of Québec,

ALEX. HYDE,

3684

Assistant Provincial Treasurer

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Eugène Charbonneau, cultivateur, de Granby, comté de Shefford, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole du canton de Granby", avec sa principale place d'affaires dans la ville de Granby, dans le comté de Shefford.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 31 juillet 1917.

Le ministre de l'agriculture,

3631

JOS.-ED. CARON.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Eugène Charbonneau, farmer, of Granby, county of Shefford, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole du canton de Granby", with its principal place of business in the town of Granby, in the county of Shefford.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Québec, authorizes the formation of the said association.

JOS.-ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 31st July, 1917. 3632

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3238. Dame Rose-Anna Beauregard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Lussier, du même lieu, conducteur de tramways, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, en vertu d'un jugement de cette honorable cour, demanderesse; vs ledit Joseph Lussier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Les avocats de la demanderesse,
BROSSARD & PEPIN.
Montréal, le 27 juillet 1917. 3633—31—5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3238. Dame Rose-Anna Beauregard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Lussier, of the same places conductor of tramways, and duly authorized by this Honourable Court for the purposes herein, plaintiff; vs the said Joseph Lussier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 27th day of July, 1917.

BROSSARD & PEPIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th July, 1917. 3634—31—5

Avis

Avis est par le présent donné que La Compagnie d'aqueduc de Batiscan s'est conformée aux dispositions de l'article 6145 et suivants des S. R. Q., 1909.

Le sous-secrétaire de la province,
3669 C.-J. SIMARD.

Notices

Notice is hereby given that "La Compagnie d'aqueduc de Batiscan" has complied with the provisions of articles 6145 and following of the Q. R. S., 1909.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
3670

Faillite

Province de Québec, district de Montcalm, cour supérieure. Dans l'affaire de Théodore Lafontaine et Dame Eleonore Normandin, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux le 20 août 1917.

Toute contestation de ce dernier doit être déposée entre nos mains avant la date susmentionnée.

TURCOTTE & MERRILL,
97 rue Saint-Jacques, Montréal. 3637

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court. In the matter of Theodore Lafontaine and Dame Eleonore Normandin, insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend has been prepared and will be paid at our offices on the 20th day of August, 1917.

Any contestation must be deposited with us before the date above mentioned.

TURCOTTE & MERRILL,
97 Saint James street, Montréal. 3638

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure. *In re*: Labbé & Lamontagne, Jos. Labbé, prop., 46 avenue Renaud, Québec, insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 25 juillet 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

Le curateur,
J.-P.-E. GAGNON.
Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de Canada steamship lines, Ltd.
Québec, 1er août 1917. 3639

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, superior court. *In re*: Labbé & Lamontagne, (Jos. Labbé prop.) 46 Avenue Renaud, Quebec, insolvent.

In virtue of an order of the Court, dated July 25th, 1917, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,
Curator.
Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd Bldg.
Quebec, 1st August, 1917. 3640

Province de Québec, district de Saint-François, dans la cour supérieure. Dans l'affaire de Edward-C. Fraser, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, pharmacien, failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a fait, ce jour, une cession judiciaire de ses biens au bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, à Sherbrooke, Qué.

Le gardien provisoire,
JOHN-J. GRIFFITH.
Sherbrooke, Qué., 31 juillet 1917. 3645

Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court. In the matter of Edward-C. Fraser, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, druggist, insolvent.

Notice is hereby given that the insolvent above named has, this day, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, district of Saint Francis, Sherbrooke, Que.

JOHN-J. GRIFFITH,
Provisional guardian.
Sherbrooke, Que., 31st July, 1917. 3646

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 156. Dans l'affaire de Joseph-Pierre-Arcade Carmel, épiciier et boucher, 116 boulevard Monk et 180 rue Jolicoeur, Montréal, débiteur insolvable; et Lucien Carmel, créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que ledit débiteur a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Montréal.

Le gardien provisoire,

LUCIEN CARMEL.

Montréal, 9 juillet 1917.

3641

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 156. Dans l'affaire de Joseph-Pierre-Arcade Carmel, épiciier et boucher, 116 boulevard Monk et 180 rue Jolicoeur, Montréal, failli.

Avis est donné que le 17ième jour de juillet 1917, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens dudit Joseph-Pierre-Arcade Carmel, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

Les curateurs,

J.-A. BENOIT,

L.-T.-B. DE GROSOBOIS.

20 rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 9 juillet 1917.

3643

District de Kamouraska, cour supérieure, No 361. *Re*: J.-E. Hudon dit Beaulieu, Notre-Dame-du-Lac, insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 5 avril 1917, le soussigné a été, par une ordonnance de la cour supérieure de ce district, nommé curateur aux biens dudit failli.

Le curateur,

J.-OSCAR LEVESQUE, N. P.

Fraserville, 10 avril 1917.

3647

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No 1934. *Re*: H.-M. Price & Co., Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un second et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 20 août 1917, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

Les curateurs conjoints,

A.-F.-C. ROSS & EUGENE TRUDEL, C. A.

Bureaux: A.-F.-C. ROSS,

rue Notre-Dame, Montréal.

LaRue, Trudel & Picher, Edifice "Dominion", 126 rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, 2 août 1917.

3665

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 156. In the matter of Joseph-Pierre-Arcade Carmel, grocer and butcher, 116 Monk Boulevard and 180 Jolicoeur street, Montreal, insolvent debtor; and Lucien Carmel, creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the above debtor has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Montreal.

LUCIEN CARMEL,

Provisional guardian.

Montreal, 9th July, 1917.

3642

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 156. In the matter of Joseph-Pierre-Arcade Carmel, grocer and butcher, 116 Monk Boulevard and 180 Jolicoeur street, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 17th day of July, 1917, the undersigned were appointed, by an order of the Court, curators to the property of said Joseph-Pierre-Arcade Carmel, who made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

All sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

J.-A. BENOIT,

L.-T.-B. DE GROSOBOIS,

Curators.

20, Saint James street, Montreal.

Montreal, 9th July, 1917.

3644

District of Kamouraska, Superior Court, No. 361. *Re*: J.-E. Hudon *alias* Beaulieu, of Notre-Dame-du-Lac, insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th April, 1917, the undersigned was appointed, by order of the Superior Court of this district, curator to the property of the aforesaid insolvent.

J.-OSCAR LEVESQUE, N. P.

Curator.

Fraserville, 10th April, 1917.

3648

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1934. *Re*: H.-M. Price & Co., Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that a second and last dividend sheet has been prepared in this matter that it will remain open to objection until 20th August, 1917, when it will then be payable at our offices.

A.-F.-C. ROSS & EUGENE TRUDEL, C. A.

Joint curators.

Offices: A.-F.-C. Ross,

Notre-Dame street West, Montreal.

LaRue, Trudel & Picher, "Dominion" building,

126, Saint Peter street, Quebec.

Quebec, 2nd August, 1917.

3666

Requête de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée par M. J.-Arthur Pérodeau, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoires et index des feus Francis-Ethelbert McKenna, Ernest-Henry Stuart et William-Henry Cox, en leur vivant notaires, de ladite cité de Montréal.

3605-31-5

Notary's application

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the notarial Code, that application is made by Mr. J.-Arthur Pérodeau, notary, of the city of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Francis-Ethelbert McKenna, Ernest-Henry Stuart and William-Henry Cox, in their lifetime notaries, of said city of Montreal.

3606-31-5

Vente de Faillite

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure. No 2112. *Re: Ernest Rochette, entrepreneur-menuisier, Québec, insolvable.*

Les immeubles dans cette affaire, tels que décrits plus bas, seront vendus à nos bureaux le 17 août 1917, à 11 hrs a. m.

Item "H".—Un immeuble situé au No 191 Crémazie, Québec, connu et désigné comme étant la subdivision 10 du lot 147 (147-10), des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour Notre-Dame,—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une rente annuelle foncière et constituée de \$139.05 payable à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Item "I".—Le lot étant la subdivision 9 du lot 147 (147-9), des plans et livre de renvoi du cadastre officiel pour Notre-Dame, Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une rente annuelle et constituée de \$131.53 payable à l'Hôtel-Dieu, Québec.

Item "J".—Un immeuble situé aux Nos 85-87-89 des Franciscains (Des Stigmates), formant partie du lot vingt-un A (21-A), des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour Notre-Dame, Québec, avec circonstances et dépendances, sujet à une rente annuelle et constituée de \$12.00 payable à la succession Tourangeau, et tel que décrit dans l'acte de vente à constitution de rente par les héritiers Tourangeau à Ernest Rochette, H.-O. Roy N. P., le 17 juin 1904. No 3579.

Les curateurs,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre, Québec. 3635—31-2

Insolvent Sale

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior court. No. 2112. *Re: Ernest Rochette, joiner, Quebec, insolvent.*

The immoveables in this matter, as described below, will be sold at our offices, on August 17th, 1917, at 11 o'clock A. M.

Item "H".—A piece of land situated at No. 191 Crémazie street, Quebec, known and designated as being subdivision 10 of lot No. 147 (147-10) of the official cadastre of Notre-Dame—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to an annual rental of \$139.05 payable to l'Hôtel-Dieu, Quebec.

Item "I".—A lot being subdivision 9 of lot No. 147 (147-9), of the official cadastre for Notre-Dame, Quebec—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to an annual rental of \$131.53 payable to l'Hôtel-Dieu, Quebec.

Item "J".—A piece of land situated at Nos. 85-87-89 Des Franciscains (Des Stigmates) being part of lot (21-A) of the official cadastre for Notre-Dame, Quebec, with circumstances and dependencies, subject to an annual, rental of \$12.00 payable to the estate Tourangeau, as described in a deed of sale of "Constitution de rente" by the heirs Tourangeau to Ernest Rochette, H.-O. Roy, N. P. June 17th, 1904 No. 3579.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Curators.

Offices: "Dominion Building",
126 Saint-Peter, street, Quebec. 3636—31-2

Arrêté en Conseil

No 1109

Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 1er août 1917 et approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 2 août 1917.

CONCERNANT L'ANNEXION, POUR LES FINS DE LA LOI ELECTORALE, DE CERTAIN TERRITOIRE NON ORGANISÉ DU DISTRICT ELECTORAL DE MATANE.

L'honorable Premier-Ministre, dans un mémoire en date du 1er août 1917, recommande au lieutenant-gouverneur en conseil de se prévaloir des pouvoirs que lui confère l'article 192a des S. R. Q. de 1909 et, en conséquence, d'annexer, pour les fins de la loi électorale de Québec, à la municipalité de la paroisse de Ste-Marie-de-Sayabec, située dans le district électoral de Matane, les lots 25, 26, 27, 28 et 29 des rangs 3, 4, 5 et partie des rangs 6 et 7 compris entre le lot 24, du côté ouest, et la seigneurie du Lac Matapédia, du côté est, dans le canton Awantjish, lesquels se trouvent situés dans le dit district.

Le greffier du Conseil exécutif,

3681 Certifié A. Morisset.

Order-in-Council

No. 1109.

Copy of a report of a Committee of the Executive Council bearing date the 1st of August, 1917, and approved by the Lieutenant Governor, the 2nd August, 1917

RESPECTING THE ANNEXATION OF A CERTAIN UNORGANIZED TERRITORY OF THE ELECTORAL DIVISION OF MATANE FOR THE PURPOSES OF THE QUEBEC ELECTION ACT.

The Honourable the Prime Minister, by a memorandum bearing date the 1st of August, 1917, recommends to the Lieutenant Governor in Council to annex, pursuant to the provisions of article 192a of the Q. R. S., 1909, for the purpose of the Quebec Election Act, to the municipality of the parish of Ste Marie-de-Sayabec, situated in the electoral division of Matane, the lots 25, 26, 27, 28 and 29 of ranges 3, 4 and 5 and that part of ranges 6 and 7 included between the lot 24, on the west side, and the seignior of lake Matapédia, on the east side, in the township of Awantjish, which are situated in the said district.

Certified A. MORISSET,

3682 Clerk of the Executive Council.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

Tarif des annonces:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure.)

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

2695

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

2696

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 31.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Beaugard vs Lussier.....	1784
" Calame vs Parisot.....	1757
" Carpentier vs Vézina.....	1757
" Dupuis vs Larose.....	1756
" Forget vs Bérard.....	1757
" Finkleberg vs Ostrofsky.....	1757
" Gaulin vs Desrochers.....	1757

Dme Isseson vs Rudinkoff.....	1756
" Lamarche vs Lanthier.....	1756
" Mauger vs Mongrin.....	1757
" Mayer vs Therrien.....	1756
" Sauvé (Dme) vs Charlebois.....	1756
" St-Jean vs Carmel.....	1756
" Talon vs Rochette.....	1758

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Rivard vs Audet.....	1758
--------------------------	------

Dme Rivard vs Audet.....	1738
--------------------------	------

ANNONCEURS, avis aux.....	1787
---------------------------	------

ADVERTISERS, notice to.....	1787
-----------------------------	------

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—

ORDER IN COUNCIL:—

Annexer pour fins électorales, divers lots. 1786

To annex for electoral purposes, several lots..... 1786

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :—

Montreal Tramways Coy..... 1758

AVIS :—

Cie de téléphone Mont-Royal à téléphone
Bell du Canada..... 1758

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Barrante-Prémont..... 1753
Municipalité scolaire de Adstock..... 1752
Municipalité scolaire de Saint-Léon-de-
Standon..... 1753
Municipalité scolaire de Port-Alfred..... 1753

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Permis de coupe de bois..... 1753

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des assurances) :—

La Compagnie générale de frais funéraires,
Itée..... 1755
The Montefiore Protective Mutual Bene-
fit Association of Montreal..... 1783

EXAMENS :—

Des mesureurs de bois de la province de
Québec..... 1755

FAILLIS :—

Bélair..... 1760
Carmel..... 1785
Davies..... 1759
Fraser..... 1784
Hudon dit Beaulieu..... 1785
Labbé..... 1784

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

The Canadian Retail Stoves Coy, Ltd.... 1752

LETTRES PATENTES :—

Bellerive Towing Coy..... 1780
Industrial Development Coy., Ltd..... 1749
Maheu Automobiles, Limited..... 1748

LIQUIDATION :—

La Cie de Brique et de Sable des Laurenti-
des, Itée..... 1759
La Caisse des Familles..... 1759

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Société coopérative agricole du canton de
Granby..... 1783

NOMBRE DE DIRECTEURS AUGMENTÉ :—

The Ottawa River Forest Protective
Association, Ltd..... 1762

ORDRE DE LA COUR :—

Hushion & Coy, Ltd vs Delage..... 1762

PROCLAMATIONS :—

Canton Nantel..... 1744
Paroisse Saint-Pamphile..... 1743
Village de McMasterville..... 1747

ANNUAL GENERAL MEETING :—

Montreal Tramways Coy..... 1758

NOTICE :—

Cie de téléphone Mont-Royal to Bell
Telephone Coy of Canada..... 1758

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

School municipality of Addstock..... 1753
School municipality of Saint-Léon-de-
Standon..... 1753
School municipality of Port-Alfred..... 1753
St. Denis, No. 2..... 1708

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Permits to cut timber..... 1753

TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch) :—

Rashuaya Benevolent Association..... 1755
The Russian-Polish Herbert Sick Benefit
Association..... 1782

EXAMINATIONS :—

Of cullers for the Province of Quebec... 1755

BANKRUPTCY :—

Lafontaine..... 1784
Mallette..... 1760
Price & Co..... 1785
Riopelle..... 1760
Royal, 5-10-15cts Store..... 1760

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :

The James Walker Hardware Coy, Ltd.. 1752

LETTERS PATENT :—

The Ottawa River Forest Protective
Assoc., Ltd..... 1751

WINDING UP :—

St. Denis Theatre Coy, Ltd..... 1761
The Metropolitan Investment Co. Ltd.. 1760

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société Coopérative agricole du canton de
Granby..... 1783

NUMBER OF DIRECTORS INCREASED :—

The Ottawa River Forest Protective
Association, Ltd..... 1762

ORDER OF THE COURT.

Hushion & Coy, Ltd vs Delage..... 1762

PROCLAMATIONS :—

Nantel township..... 1744
Saint Pamphile parish..... 1743
Village of McMasterville..... 1747

RATIFICATION :

Sicotte vs Tarte..... 1763

REQUETE DE NOTAIRE :—

J.-Art. Pérodeau..... 1785

VENTE DE FAILLITE :—

Rochette..... 1786

VENTE PAR LICITATION :—

Fleury vs Fleury *et al.*..... 1764

VENTES PAR LES SHERIFFS :—

ARTHABASKA :—

Daveluy (Dme) vs Charronnelle..... 1765

BEDFORD :—

Cloutier vs Laprés..... 1765

CHICOUTIMI :—

La ville de Chicoutimi vs Levesque
et vir...... 1767
 Massicotte & Tremblay vs Gaudreault. 1767

KAMOURASKA :—

Beaulieu, failli..... 1780

MONTREAL :—

Blanchard *et al* vs Giguère..... 1772
 Claude vs Rosenberg *et al.*..... 1770
 Durocher vs Caron..... 1774
 Faille, failli-insolvent..... 1769
 Gadbois vs Germain..... 1769
 Goné (Dlle) vs Poirier..... 1775
 Kydd vs Lamothe *es-ql.*..... 1776
 Jacques vs Hébert..... 1771
 Lafontaine vs Papineau *et al.*..... 1768
 Leclair vs Weber..... 1770
 Leduc vs Pepin..... 1776

QUEBEC :—

Auger vs Dme Gauthier..... 1777

RIMOUSKI :—

Dechêne vs Gauthier..... 1778

SAINT-FRANCOIS :—

La Cie Massey-Harris Ltée vs Bolduc.... 1778

TERREBONNE :—

Dme Aubry vs Ladouceur..... 1776

RATIFICATION :

Sicotte vs Tarte..... 1763

NOTARY'S APPLICATION :—

J.-Art. Pérodeau..... 1785

INSOLVENT SALE :—

Rochette..... 1786

SALE BY LICITATION :—

Fleury vs Fleury *et al.*..... 1764

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Daveluy (Dme) vs Charronnelle..... 1765

BEDFORD :—

Cloutier vs Laprés..... 1765

CHICOUTIMI :—

Tremblay vs Savard..... 1766
 Tremblay vs Tremblay..... 1766

KAMOURASKA :—

Beaulieu, insolvent..... 1780

MONTREAL :—

Les Commissaires d'écoles, municipalité—
 The school commissioners, municipality
 Saint Georges vs Hébert..... 1774
 McWillie vs Douer..... 1769
 Molson vs Dansereau *es-ql.*..... 1771
 Normandin (Dme) vs Dme Cantin..... 1776
 Stanford (Dme) vs Dme Belleau..... 1770
 Sidler *et al* vs Veiner *et al.*..... 1768
 The St. Lawrence Flour Mills Co. Ltd
 vs Gratton..... 1775

QUEBEC :—

Bédard vs Labranche..... 1777

RIMOUSKI :—

Dechêne vs Gauthier..... 1778

SAINT FRANCIS :—

Robertson & Son vs Dme Dupuis..... 1778

TERREBONNE :—

Société d'Administration Général *esql* vs
 Guenette *et al.*..... 1779

